

SEANCES DU JEUDI 14 JUILLET 1988
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 14 JULI 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 967.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. de Wasseige, rapporteur, Evers, Mme Truffaut, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes, p. 967.

Discussion et vote des articles, p. 969.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:

- 1) Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et le royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République italienne, le royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et annexe, signés à Bruxelles le 11 décembre 1987;

Ann. parl. Sénat — Session extraordinaire 1988
Parlem. Hand. Senaat — Buitengewone zitting 1988

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 967.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet tot wijziging en aanvulling van de wetgeving op de pensioenen en renten van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en van hun rechthebbenden.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren de Wasseige, rapporteur, Evers, mevrouw Truffaut, de heer Mainil, staatssecretaris voor Middenstand en voor de Oorlogsslachtoffers, toegevoegd aan de minister van Justitie en Middenstand, blz. 967.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 969.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van volgende internationale akten:

- 1) Overeenkomst tussen de Verenigde Staten van Amerika en het koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, de republiek Italië, het koninkrijk der Nederlanden en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de inspecties die verband houden met het verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van socialistische sovjetrepublieken inzake de verwijdering van hun middellange- en kortere-afstands-raketten, en bijlage, ondertekend te Brussel op 11 december 1987;

- 2) Accord entre le royaume de Belgique et l'Union des républiques socialistes soviétiques relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le traité entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes, datées de Bruxelles, le 19 février 1988.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Péciaux, rapporteur, M. Tindemans, ministre des Relations extérieures, Mme Hanquet, MM. Swaelen, Wyninckx, De Belder, Mme Aelvoet, p. 974.

Discussion et vote de l'article unique, p. 990.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le gouvernement de la république du Libéria relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements, signé à Monrovia le 5 juin 1985.

Discussion et vote de l'article unique, p. 990.

QUESTION ORALE DE M. PATAER AU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES SUR « LA POSSIBILITE DE SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD EN CAS D'EXECUTION DES « SIX DE SHARPEVILLE » :

Orateurs: M. Pataer, M. Tindemans, ministre des Relations extérieures, p. 990.

- 2) Overeenkomst tussen het koninkrijk België en de Unie van socialistische sovjetrepublieken betreffende de inspecties op het Belgisch grondgebied, bedoeld in het verdrag tussen de Unie van socialistische sovjetrepublieken en de Verenigde Staten van Amerika inzake de verwijdering van hun middellange- en kortere-afstandsraketten, gesloten door uitwisseling van nota's, gedagtekend Brussel, 19 februari 1988.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heer Péciaux, rapporteur, de heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen, mevrouw Hanquet, de heren Swaelen, Wyninckx, De Belder, mevrouw Aelvoet, blz. 974.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 990.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het akkoord tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de regering van de republiek Liberia inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Monrovia op 5 juni 1985.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 990.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PATAER AAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN OVER « MOGELIJKE SANCTIES TEGEN ZUID-AFRIKA BIJ EVENTUELE EXECUTIE VAN DE ZOGENOEMDE « ZES VAN SHARPEVILLE » :

Sprekers: de heer Pataer, de heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen, blz. 990.

PRESIDENCE DE M. KELCHTERMANS, PRESIDENT

VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER KELCHTERMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen, secrétaire, prend place au bureau.

Mevrouw Panneels-Van Baelen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.

De vergadering wordt geopend te 10 uur.

CONGES — VERLOF

MM. Vandersmissen et Dehousse, malades, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Vandersmissen en Dehousse, ziek.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI MODIFIANT ET COMPLETANT LA
LÉGISLATION RELATIVE AUX PENSIONS ET RENTES
DES VICTIMES CIVILES DES GUERRES 1914-1918 ET
1940-1945 ET DE LEURS AYANTS DROIT

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING EN AANVULLING
VAN DE WETGEVING OP DE PENSIOENEN EN
RENTEN VAN DE BURGERLIJKE SLACHTOFFERS VAN
DE OORLOGEN 1914-1918 EN 1940-1945 EN VAN HUN
RECHTHEBBENDEN

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet tot wijziging en aanvulling van de wetgeving op de pensioenen en renten van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en van hun rechthebbenden.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. de Wasseige, rapporteur. — Monsieur le Président, le présent projet de loi concerne la dernière tranche, couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1985, du protocole d'accord conclu en 1975 pour dix ans.

Je profite de la présence du ministre des Relations extérieures, qui assumait la fonction de Premier ministre lorsque cet accord a été négocié, pour rappeler tout l'intérêt qu'a présenté la signature de ce protocole avec les associations patriotiques.

La décision relative à cette dernière tranche, qui concerne les victimes civiles de la guerre, a été prise par le gouvernement précédent en décembre 1986. Le projet de loi qui concrétise ces mesures a été déposé le 26 juin 1987, mais les circonstances politiques ont empêché qu'il soit traité sous la législature précédente. Il a été relevé de caducité aux environs du mois de mai de cette année.

Le Sénat a ensuite été très rapide: après avoir été examiné en commission, ce projet de loi nous est soumis, aujourd'hui, en séance publique. Il faut espérer que la Chambre le traite également très rapidement.

La discussion de ce projet nous a permis d'aborder la prolongation du protocole pour les années 1988, 1989 et 1990.

Le gouvernement précédent avait déjà, en novembre 1987, accepté la plupart des mesures proposées par le comité permanent. Celles-ci doivent maintenant être traduites en textes de loi et il serait souhaitable que le gouvernement ne tarde plus à déposer les projets de loi les concrétisant.

M. Seeuws, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

D'autres questions ont encore été abordées et figurent dans le rapport, auquel je me réfère.

La commission a adopté ce projet à l'unanimité de ses membres et elle invite le Sénat à faire de même. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Evers.

M. Evers. — Monsieur le Président, je désire vous dire d'emblée que le groupe PRL votera le présent projet parce que nous avons la certitude qu'il s'agit de la concrétisation des propositions de la commission permanente instituée dans le cadre du protocole d'accord de novembre 1975.

Le projet, qui a été élaboré par le ministre de la Justice du précédent gouvernement, couvre le premier semestre 1985, qui est en même temps le dernier de la programmation décennale 1975-1985.

Le coût de 53,6 millions est couvert par l'enveloppe budgétaire qui a été mise à la disposition des associations patriotiques.

Telle est la situation tout à fait favorable qui découle du respect de la parole donnée.

Monsieur le ministre, vous êtes responsable pour les victimes de guerre dans leur ensemble. C'est pourquoi, comme en commission, je désire vous rappeler la situation des quelque six mille incorporés de force dans l'armée allemande ou de leurs ayants droit.

Vous savez que sur proposition du ministre de la Justice du gouvernement précédent, le Conseil des ministres avait décidé, le 6 juin 1986, les mesures suivantes:

1. Une rente viagère en faveur des bénéficiaires du statut de l'incorporé de force et de ses ayants droit;

2. Une pension anticipée sans réduction pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants;

3. Une bonification de temps pour le secteur public;

4. La mise en vigueur de ces mesures à partir du 1^{er} janvier 1988;

5. Une somme de 148 millions à prévoir dans le budget 1988 du ministère des Pensions, en l'occurrence votre département, monsieur le ministre.

J'ai parlé du respect de la parole donnée. Cette fois-ci il ne s'agit plus d'une promesse électorale, mais d'une parole donnée.

Le Premier ministre, lui-même, s'est rendu à Eupen lors de la dernière campagne électorale pour confirmer ces décisions aux intéressés.

Le PRL était le seul parti à avoir repris les revendications des incorporés de force et les décisions du gouvernement Martens-Gol dans son programme électoral.

Le CVP et le PSC qui ont fait tomber le gouvernement Martens-Gol, sont maintenant au pouvoir avec d'autres partenaires. C'est à ces deux partis qu'il revient de veiller au respect des engagements pris et annoncés par le gouvernement précédent.

Il serait inconcevable de ne pas exécuter ces mesures dans un avenir proche.

Monsieur le ministre, j'attire votre attention sur le fait que le budget des Pensions pour l'année 1988 a été déposé au Sénat. En dépit de mes recherches, je ne trouve aucun poste couvrant les 148 millions à prévoir pour les incorporés de force. S'agit-il d'un oubli? Avez-vous l'intention d'amender ce budget, ou bien ce montant sera-t-il prévu dans un autre budget?

Il me paraît, en tout cas, évident qu'en tant que secrétaire d'Etat aux Pensions sous le gouvernement Martens-Gol, vous aviez à prévoir les moyens nécessaires pour couvrir ces mesures dans le budget 1988, mesures que vous avez d'ailleurs soutenues, ce dont je vous remercie encore.

Vous avez déclaré, en commission, que vous comptiez saisir prochainement le gouvernement d'un projet de loi relatif aux pensions des travailleurs salariés et des indépendants, mais aussi tendant à une amélioration des pensions du secteur public, et éventuellement des rentes.

Que faut-il entendre par «prochainement»?

Tous les textes que vous avez vous-même préparés depuis le 17 juin 1986, sont prêts.

Par ailleurs, vous semblez vouloir remettre en cause les rentes viagères, puisque vous les évoquez « éventuellement ».

Toute la communauté germanophone attend avec moi votre réponse à mes questions. Aussi, je vous en prie, monsieur le ministre, soyez précis.

La France et le Grand-Duché ont réussi à régler le problème de leurs incorporés de force dans l'armée allemande. Quarante-trois ans après la guerre, il faut en finir. Je vous avoue que j'ai honte de devoir chaque année — je suis membre de ce Parlement depuis 14 ans — revenir sur ce dossier. (*Applaudissements.*)

M. Eicher. — Vous avez été dans la majorité durant six ans. Pourquoi n'avez-vous pas insisté davantage à ce moment-là ?

M. le Président. — La parole est à Mme Truffaut.

Mme Truffaut. — Monsieur le Président, dans le passé, les associations patriotiques ont dénoncé, à juste titre, l'extrême lenteur du gouvernement à concrétiser les dispositions contenues dans le protocole d'accord arrêté par la commission permanente.

Nous nous réjouissons de la rapidité du dépôt de la proposition de loi soumise aujourd'hui au vote du Parlement, malgré un calendrier chargé, comme nous nous réjouissons d'ailleurs de l'unanimité du vote des membres présents en commission des Finances.

C'est un fait que la loi, si elle est votée, ne fera que rattraper un retard déplorable. La dernière tranche de la programmation 1985 du Protocole 1975-1985, néanmoins, comble d'anciennes attentes, notamment en ce qui concerne la réversion de la pension aux veuves des victimes civiles de la guerre et la « proportionnalité » des pensions d'invalides.

Le président de la Fédération nationale des anciens prisonniers de guerre, M. Nachez, disait dans son discours au congrès du 5 juin 1988 : « Aujourd'hui, en 1988, c'est encore une nouvelle étape qui s'ouvre pour les responsables nationaux que nous sommes. En effet, nous avons un gouvernement, c'est-à-dire un interlocuteur. Quelle sera son attitude vis-à-vis des victimes de la guerre ? »

Les associations patriotiques verront se confirmer, par cette première mesure, l'intention du pouvoir politique de respecter non seulement la lettre de l'accord de gouvernement mais, plus largement, sa volonté de reconnaître la dette morale que le pays a contractée à l'égard des anciens combattants.

Pour les victimes civiles de la guerre, invalides et veuves d'invalides dont les revenus sont, hélas, bien mesurés, l'adaptation même dérisoire d'une rente ou d'une pension apportera un léger bien-être supplémentaire et, surtout, le réconfort de se savoir reconnues par la communauté entière solidaire.

Nous nous réjouissons du dépôt de ce projet de loi que nous voterons, cela va de soi.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici, monsieur le ministre, parce que je sais que votre défense de l'intérêt des anciens combattants est profondément motivée, pour vous rappeler la quinzaine de membres du commando 306 Pudnitz qui a été, selon mes informations, victime d'une erreur administrative et attend sa reconnaissance de « camp disciplinaire ». (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je tiens à remercier M. de Wasseige pour la célérité qu'il a apportée à la rédaction de son excellent rapport. J'apprécie également sa détermination de voir inscrire rapidement ce projet à l'ordre du jour afin qu'il puisse être adopté avant les vacances parlementaires.

Avec Mme Truffaut, je conviens qu'il y a un sérieux retard à combler, puisque les mesures prévues dans le cadre de la dernière tranche de la programmation décennale porteront effet rétroactif au 1^{er} janvier 1985.

M. de Wasseige ayant commenté dans son rapport les lignes de force du projet, je me limiterai à répondre aux quelques questions qui m'ont été posées.

La future programmation de trois ans a été décidée par le gouvernement précédent et est reprise dans l'accord de gouvernement actuel.

Les propositions formulées par la commission permanente doivent, à présent, faire l'objet d'un examen sélectif par le gouvernement dans le cadre de l'enveloppe mise à la disposition des associations patriotiques, telle qu'elle est prévue au budget.

Dès que les options auront été arrêtées, je soumettrai au Parlement le projet de loi en voie d'élaboration, qui sera commun aux victimes militaires et civiles et qui couvrira l'ensemble de la période 1988 à 1990 assorti d'un calendrier d'application des mesures proposées.

Je confirme à M. Evers qui a évoqué le problème des enrôlés de force dans l'armée allemande qu'une décision a été prise par le précédent gouvernement en date du 23 mai 1986.

Les mesures proposées devaient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1988 et, contrairement à ce que pense M. Evers, les crédits nécessaires ont été inscrits au budget des Pensions de 1988.

M. Evers. — Pouvez-vous préciser le poste ?

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Il y en a plusieurs selon la nature des mesures proposées. Je vous en remettrai la liste.

A la suite des observations du Conseil d'Etat est apparue la nécessité de légiférer. Le texte d'un projet de loi est préparé en conséquence. Nous aurons l'occasion d'en débattre après les vacances parlementaires.

A Mme Truffaut, je signale avoir reçu hier les représentants des associations patriotiques qui n'ont pas manqué d'évoquer le problème de la pension de réversion des veuves de guerre. Effectivement, un engagement apparaît dans l'accord du gouvernement à ce sujet. L'extension du nouveau régime à l'ensemble des veuves de guerre devra donc être réalisée, au cours de la présente législature, en une ou deux étapes. Je vous remercie. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Evers.

M. Evers. — Monsieur le Président, je tiens à remercier le ministre des précisions qu'il a bien voulu apporter. Il est tellement rare qu'un membre de l'opposition puisse monter à la tribune pour déclarer qu'il est satisfait de la réponse d'un ministre, que le fait mérite d'être signalé.

Si j'ai bien compris, monsieur le ministre, vous avez évoqué la décision du 23 mai 1986 relative à la rente viagère, la pension anticipée, la bonification de temps et la mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1988. Tous ces points restent acquis.

Vous me dites que ces postes sont inscrits au budget. Je compte sur votre gentillesse pour m'aider à les y retrouver car je ne les ai pas vus dans le budget des pensions 1988, déposé sur le bureau du Sénat.

Il reste à préciser quand les textes seront déposés. Vous avez dit « prochainement » ; s'agit-il de cette année, après les vacances ou en 1989 ?

Personnellement, je ne serais pas bénéficiaire de cette mesure puisque je suis né en 1935. Mais je pense à ces quelque 6 000 personnes qui nous écoutent attentivement, car ils attendent une réponse depuis 43 ans. Pour eux, ce serait un moment historique.

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur Evers, mon intention est de soumettre le projet de loi, actuellement en préparation, au

Conseil des ministres, dès la rentrée parlementaire, afin que nous puissions rapidement en débattre au Parlement.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Artikel één luidt:

TITEL I. — Bepalingen betreffende de burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen en hun rechthebbenden

Hoofdstuk I — Wijzigingen in de wetten betreffende de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en hun rechthebbenden

Artikel 1. Artikel 2bis van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, gecoördineerd op 19 augustus 1921, ingevoegd bij de wet van 23 december 1970 en gewijzigd bij de wet van 28 mei 1975, bij de wetten van 11 juli 1979 en bij de wet van 4 juni 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« **Artikel 2bis.** — § 1. Overeenkomstig de tabellen hierna worden, voor een gelijkwaardig invaliditeitspercentage, de enige bedragen van de uitkeringen aan invaliden bedoeld in artikel 2, § 1, derde en vierde lid, vastgesteld in verhouding tot de enige bedragen van de pensioenen toegekend aan de invaliden op wie de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen van 5 oktober 1948 toepasselijk zijn, ter uitvoering van artikel 10, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten:

a) Wat betreft de invaliden bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid:

Invaliditeitspercentage	Burgerlijke slachtoffers wier schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad		Andere burgerlijke slachtoffers	
	Periodes en verhoudingen		Periodes en verhoudingen	
	Van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	Met ingang van 1 april 1982	Van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	Met ingang van 1 april 1982
10 tot 100	89	90	79	80

b) Wat betreft de invaliden bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid:

Invaliditeitspercentage	Burgerlijke slachtoffers wier schade het gevolg is van een vaderlandlievende daad		Andere burgerlijke slachtoffers	
	Periodes en verhoudingen		Periodes en verhoudingen	
	Van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	Met ingang van 1 april 1982	Van 1 januari 1981 tot 31 maart 1982	Met ingang van 1 april 1982
10 tot 100	99	100	89	90

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt geen rekening gehouden met artikel 1, § 2, tweede lid van de wet van 16 maart 1954 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

§ 3. De tussen 10 en 95 pct. begrepen enige bedragen van de invaliditeitsuitkeringen, aldus berekend en afgerond tot op het naaste lagere veelvoud van vier, worden evenwel rekenkundig met 5 pct. verhoogd wanneer de gerechtigden invaliden zijn op wie paragraaf 1, b, van dit artikel toepassing vindt.

De wijziging die voorafgaat heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985. De minister tot wiens bevoegdheid de belangen van de oorlogsslachtoffers behoren, kent ambtshalve het hierboven bedoelde forfaitaire bijkomend invaliditeitspercentage toe.

§ 4. Overeenkomstig de tabel hierna worden de enige bedragen van de speciale vergoedingen voor hulp van een derde persoon, wegens amputatie of mutilatie bedoeld in artikel 2, §§ 3, 4 en 5, vastgesteld in verhouding tot de enige bedragen van de vergoedingen die uit hoofde van gebreken van dezelfde aard worden toegekend toegekend aan de invaliden gerechtigd op de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, ter uitvoering van de artikelen 12 en 15, b, van die gecoördineerde wetten.

Wat betreft de speciale vergoedingen voor hulp van een derde persoon, wordt voor de toepassing van deze § 2 geen rekening gehouden met artikel 1, § 2, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen. ».

Periodes en verhoudingen

Van 1 april 1972 tot 31 december 1973: 85 pct.

Van 1 januari 1974 tot 31 december 1981: 95 pct.

Met ingang van 1 januari 1982: 100 pct.

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux victimes civiles des deux guerres et à leurs ayants droit

Chapitre I^{er} — Modifications aux lois relatives aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et à leurs ayants droit

Article 1^{er}. L'article 2bis des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, y inséré par la loi du 23 décembre 1970 et modifié par la loi du 28 mai 1975, par les lois du 11 juillet 1979 et par la loi du 4 juin 1982, est remplacé par la disposition suivante:

« **Article 2bis.** — § 1^{er}. Selon les tableaux ci-après et en raison d'un taux d'invalidité équivalent, les taux uniques des allocations des invalides visés par l'article 2, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, sont proportionnés aux taux uniques des pensions attribuées aux invalides bénéficiaires des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948, en exécution de l'article 10, § 2, des mêmes lois coordonnées:

a) Quant aux invalides visés par l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3:

Taux d'invalidité	Victimes civiles dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique		Autres victimes civiles	
	Périodes et proportions		Périodes et proportions	
	Du 1 ^{er} janvier 1981 au 31 mars 1982	A partir du 1 ^{er} avril 1982	Du 1 ^{er} janvier 1981 au 31 mars 1982	A partir du 1 ^{er} avril 1982
10 à 100	89	90	79	80

b) Quant aux invalides visés par l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4:

Taux d'invalidité	Victimes civiles dont le dommage est la conséquence d'un acte patriotique		Autres victimes civiles	
	Périodes et proportions		Périodes et proportions	
	Du 1 ^{er} janvier 1981 au 31 mars 1982	A partir du 1 ^{er} avril 1982	Du 1 ^{er} janvier 1981 au 31 mars 1982	A partir du 1 ^{er} avril 1982
10 à 100	99	100	89	90

§ 2. Il n'est pas tenu compte de l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation, pour l'application du paragraphe 1^{er}.

§ 3. Les taux uniques des allocations d'invalidité, compris entre 10 et 95 p.c., ainsi calculés et arrondis au multiple de quatre immédiatement inférieur sont toutefois majorés arithmétiquement de 5 p.c. lorsque les bénéficiaires sont des invalides tombant sous l'application du paragraphe 1^{er}, b, du présent article.

La modification qui précède produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1985. Le ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions accorde d'office le pourcentage supplémentaire forfaitaire ci-dessus prévu.

§ 4. Selon le tableau ci-après, les taux uniques des indemnités spéciales pour aide d'une tierce personne, pour amputation ou mutilation visées par l'article 2, § 3, 4 et 5, sont proportionnés aux taux uniques des indemnités attribuées, en raison d'infirmités de même nature, aux invalides bénéficiaires des lois sur les réparations, coordonnées le 5 octobre 1948, en exécution des articles 12 et 15, b, des mêmes lois coordonnées.

En ce qui concerne les indemnités spéciales pour aide d'une tierce personne, il n'est pas tenu compte, pour l'application du présent § 2, de l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.»

Périodes et proportions

Du 1^{er} avril 1972 au 31 décembre 1973: 85 p.c.

Du 1^{er} janvier 1974 au 31 décembre 1981: 95 p.c.

A partir du 1^{er} janvier 1982: 100 p.c.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. In artikel 5, § 2, 3^o, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1969, worden de woorden « heeft (...) recht op dezelfde jaarlijkse uitkering als vastgesteld in 1^o, b, van deze paragraaf 2 » vervangen door de woorden « heeft (...) recht op dezelfde jaarlijkse uitkering als die welke in 1^o, a, van deze paragraaf is vastgesteld, wanneer het gaat om een slachtoffer wiens vaderlandlievende daad in de zin van artikel 2, § 1, tweede lid, of op dezelfde jaarlijkse uitkering als die welke in 1^o, b, van deze paragraaf is vastgesteld, wanneer het gaat om een ander slachtoffer ... »

De wijziging die voorafgaat heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Art. 2. A l'article 5, § 2, 3^o, alinéa 1^{er}, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 27 mai 1969, les mots « a droit à la même allocation annuelle que celle fixée par le 1^o, b, du présent paragraphe 2 » sont remplacés par les mots « a droit à la même allocation annuelle que celle qui est fixée par le 1^o, a, du présent paragraphe, s'il s'agit d'une victime dont le décès est la conséquence d'un acte patriotique au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la même allocation annuelle que celle qui est fixée par le 1^o, b, du présent paragraphe, s'il s'agit d'une autre victime ... »

La modification qui précède produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. In artikel 7, § 1, van de wet van 28 juli 1953 strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, gewijzigd bij de wet van 28 mei 1975, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling:

« De invalide wordt door de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst onderzocht op een of meer kwalen of lichaamsgebreken, bedoeld in het eerste (en het tweede lid), waarvoor hij de herziening uitdrukkelijk aangevraagd heeft. »

Art. 3. A l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 28 juillet 1953 tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, modifié par la loi du 28 mai 1975, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante:

« L'invalide est soumis à l'expertise de l'Office médico-légal portant uniquement sur la ou les affections ou infirmités visées aux alinéas 1^{er} (et 2) et pour laquelle ou pour lesquelles, il a explicitement sollicité la révision. »

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II — Wijzigingen in de wetten betreffende de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden

Art. 4. Artikel 6bis van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, ingevoegd door de wet van 23 december 1970 en gewijzigd bij de wet van 11 juli 1979 (II) en de wetten van 4 juni 1982 en 30 juni 1983, wordt aangevuld met het volgende lid:

« De enige bedragen van de invaliditeitspensioenen tussen 10 en 95 pct. aldus berekend en afgerond op het onmiddellijk lagere veelvoud van 4, worden evenwel rekenkundig verhoogd met 5 pct. wanneer de gerechtigde invaliden zijn die onder toepassing vallen van artikel 6bis, b), 6bis, d) en 6bis, f). »

De wijziging die voorafgaat heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Chapitre II — Modifications aux lois relatives aux victimes civiles de la guerre 1940-1945 et à leurs ayants droit

Art. 4. L'article 6bis de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, y inséré par la loi du 23 décembre 1970 et modifié par la loi du 11 juillet 1979 (II), et les lois du 4 juin 1982 et du 30 juin 1983, est complété par l'alinéa suivant:

« Les taux uniques des pensions d'invalidité compris entre 10 et 95 p.c. ainsi calculés et arrondis au multiple de 4 immédiatement inférieur, sont toutefois majorés arithmétiquement de 5 p.c. lorsque les bénéficiaires sont des invalides tombant sous l'application de l'article 6bis, b), 6bis, d) et 6bis, f). »

La modification qui précède produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Artikel 17bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 24 april 1957 en gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1969 en 23 december 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Ongeacht de datum van het huwelijk en de oorzaken van het overlijden:

1^o De weduwe van een invalide die, minstens één jaar vóór zijn overlijden, het voordeel had hetzij van een pensioen berekend uit hoofde van een invaliditeitspercentage van 100 pct., hetzij van de vergoeding voorgeschreven bij artikel 10, § 2, heeft recht, volgens het geval en op voorwaarde dat het huwelijk minstens één jaar geduurd heeft en dat de weduwe niet van tafel en bed gescheiden was op eis van het slachtoffer, op een jaarlijks pensioen gelijk aan 62 pct. van het pensioen van een groot-invalide met 100 pct., gerechtigde:

— Van artikel 6bis, b), voor een toevallig slachtoffer;

— Van artikel 6bis, d), voor een slachtoffer wiens overlijden het gevolg is van een vaderlandlievende handeling (werkweigeren van mannen van 16 tot 35 jaar die, in mei 1940, gehoor hebben gegeven aan de oproep van de regering, om zich bij het leger te voegen);

— Van artikel 6bis, f), voor een slachtoffer wiens overlijden het gevolg is van de wegvloering voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945.

Wanneer de in artikel 6bis, f), bedoelde gerechtigde, vóór 1 oktober 1983 overleden is, wordt hij, voor de toepassing van dit artikel, geacht tijdens de periode van één jaar vóór zijn overlijden, een invaliditeitspensioen genoten te hebben, berekend op basis van datzelfde artikel 6bis, f).

De bepalingen van artikel 13, § 2, van de wet zijn op dit pensioen toepasselijk.

2° Verkrijgen de kinderen bedoeld in artikel 12, § 4, 2°, eerste lid, gesproken uit zulk huwelijk, de vergoedingen vastgesteld bij artikel 14, § 1; zelfs indien de voorwaarden voorgeschreven bij artikel 14, § 2, eerste lid, niet vervuld zijn, hebben zij bovendien recht op het jaarlijks pensioen vastgesteld, volgens het geval, door 1° van dit artikel.

De wijzigingen voorzien in de voorgaande 1° en 2° hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1985.»

Art. 5. L'article 17bis de la même loi, y inséré par la loi du 24 avril 1957 et modifié par les lois du 27 mai 1969 et du 23 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante:

« Quelles que soient la date du mariage et les causes du décès :

1° La veuve d'un invalide qui bénéficiait, un an au moins avant son décès, soit d'une pension calculée à raison d'un taux d'invalidité de 100 p.c., soit de l'indemnité prévue par l'article 10, § 2, a droit, selon le cas et à condition que le mariage ait duré un an au moins et que la veuve ne fût pas séparée de corps à la demande de la victime, à une pension annuelle d'un montant égal à 62 p.c. de la pension d'un grand invalide à 100 p.c., bénéficiaire:

— De l'article 6bis, b), s'il s'agit d'une victime accidentelle;

— De l'article 6bis, d), s'il s'agit d'une victime dont le décès est la conséquence d'un acte patriotique (réfractaire ou hommes âgés de 16 à 35 ans, ayant en mai 1940 répondu à l'appel du gouvernement les invitant à rejoindre l'armée);

— De l'article 6bis, f), s'il s'agit d'une victime dont le décès est la conséquence de la déportation au travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Lorsque le bénéficiaire visé à l'article 6bis, f), est décédé avant le 1^{er} octobre 1983, il est censé, pour l'application du présent article, avoir bénéficié, pendant la période d'un an précédant son décès, d'une pension d'invalidité calculée sur la base de ce même article 6bis, f).

Les dispositions de l'article 13, § 2, de la loi, sont applicables à cette pension.

2° Les enfants visés à l'article 12, § 4, 2°, alinéa 1^{er}, issus d'un tel mariage obtiennent les indemnités fixées par l'article 14, § 1^{er}; même si les conditions prescrites par l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, ne sont pas remplies, ils ont droit, en outre, à la pension annuelle fixée, selon le cas, par le 1° du présent article.

Les modifications prévues au 1° et au 2° qui précèdent produisent leurs effets au 1^{er} janvier 1985.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. Artikel 17quater, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 30 juni 1983, wordt aangevuld met de volgende leden:

« De weggevoerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, houders tijdens ten minste één jaar, van een invaliditeitspensioen toegekend bij toepassing van artikel 6bis, a) of b), overleden vóór 1 oktober 1983, worden geacht, voor de toepassing van deze wet, een invaliditeitspensioen, berekend uit hoofde van artikel 6bis, e) of f), tijdens de periode van één jaar vóór hun overlijden te hebben genoten.

Wanneer het slachtoffer na 1 oktober 1983 overleden is, is de bepaling van het voorgaande lid slechts van toepassing indien de betrokkene het voordeel van artikel 6bis, e) of f), op geldige wijze aangevraagd had.

De wijzigingen die de voorafgaande leden voorzien worden, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1985.»

Art. 6. L'article 17quater, § 3, de la même loi, y inséré par la loi du 30 juin 1983, est complété par les alinéas suivants:

« Les déportés au travail obligatoire de la guerre 1940-1945, titulaires pendant un an au moins d'une pension d'invalidité accordée en application de l'article 6bis, a) ou b), décédés avant le 1^{er} octobre 1983, sont censés pour l'application de la présente loi, avoir bénéficié, pendant la période d'un an précédant le décès, d'une pension d'invalidité calculée sur la base de l'article 6bis, e) ou f).

Lorsque le décès est survenu après le 1^{er} octobre 1983, la disposition prévue à l'alinéa précédent n'est d'application que si l'intéressé avait valablement sollicité le bénéfice de l'article 6bis, e) ou f).

Les modifications prévues aux alinéas précédents produisent leurs effets au 1^{er} janvier 1985.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. Artikel 24, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 april 1957, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 3. De aanvrager van de herziening wordt medisch alleen onderzocht op de kwalen of lichaamsgebreken te wijten aan het schadelijk feit waarvoor hij de herziening uitdrukkelijk aangevraagd heeft.»

Art. 7. L'article 24, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 24 avril 1957, est remplacé par la disposition suivante:

« § 3. Le demandeur en révision est soumis à un examen médical portant uniquement sur les blessures et infirmités imputables au fait dommageable pour laquelle ou lesquelles il a explicitement sollicité la révision.»

— Aangenomen.

Adopté.

TITEL II. — Bepalingen betreffende de weggevoerden en hun rechthebbenden

Hoofdstuk I — Wijzigingen in de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigerders en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, en in de wet van 17 februari 1975 tot wijziging van de wet van 12 december 1969

Art. 8. In artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigerders en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, ingevoegd door de wet van 4 juni 1982, worden de woorden « vanaf 1 januari 1981 wordt de rente verminderd tot 405 frank » vervangen door de woorden « vanaf 1 januari 1985 wordt de rente verminderd tot 500 frank. »

TITRE II. — Dispositions relatives aux déportés et à leurs ayants droit

Chapitre 1^{er} — Modifications à la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, et à la loi du 17 février 1975 modifiant la loi du 12 décembre 1969

Art. 8. A l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre

1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, inséré par la loi du 4 juin 1982, les mots « A partir du 1^{er} janvier 1981, la rente est réduite à 405 francs » sont remplacés par les mots « A partir du 1^{er} janvier 1985, la rente est réduite à 500 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1972 en bij de wet van 4 juni 1982, wordt het bedrag van « 405 frank » vervangen door het bedrag van « 500 frank ».

De wijziging voorzien in het voorgaand lid heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Dit bedrag van 500 frank vormt het enige bedrag van de rente op 1 januari 1985; het is aangepast aan de spilindex 2,7454.

Art. 9. A l'article 9 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1972 et par la loi du 4 juin 1982, le montant de « 405 francs » est remplacé par le montant de « 500 francs ».

La modification prévue à l'alinéa précédent produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1985.

Ce montant de 500 francs constitue le taux unique de la rente au 1^{er} janvier 1985; il est lié à l'indice-pivot 2,7454.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. In artikel 4, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1982, worden de woorden « met één vierde » vervangen, met uitwerking op 1 januari 1985, door de woorden « tot 500 frank ».

Art. 10. A l'article 4, § 2, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 4 juin 1982, les mots « d'un quart » sont remplacés, à partir du 1^{er} janvier 1985, par les mots « à 500 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II — Wijzigingen in hoofdstuk IV van de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en hun rechthebbenden

Art. 11. In artikel 45, eerste paragraaf, 2^o, derde lid, van de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en hun rechthebbenden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1972 en bij de wetten van 30 december 1977 en van 4 juni 1982, worden de woorden « met één vierde » vervangen, met uitwerking op 1 januari 1985, door de woorden « tot 200 frank ».

Chapitre II — Modifications au chapitre IV de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit

Art. 11. A l'article 45, § 1^{er}, 2^o, alinéa 3, de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit, modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1972 et par les lois du 30 décembre 1977 et du 4 juin 1982, les mots « d'un quart » sont remplacés, à partir du 1^{er} janvier 1985, par les mots « à 200 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. In artikel 45, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1972 en bij de wetten van 30 december 1977 en 4 juni 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het vijfde lid wordt het bedrag van « 1 620 frank » vervangen door het bedrag van « 2 000 frank »;

2^o In het zesde lid, eerste volzin, wordt het bedrag van « 162 frank » vervangen door het bedrag van « 200 frank ».

De wijzigingen voorzien in de voorgaande 1^o en 2^o hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Art. 12. A l'article 45, § 1^{er}, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 12 octobre 1972 et par les lois du 30 décembre 1977 et du 4 juin 1982, sont apportées les modifications suivantes:

1^o A l'alinéa 5, le montant de « 1 620 francs » est remplacé par le montant de « 2 000 francs »;

2^o A l'alinéa 6, première phrase, le montant de « 162 francs » est remplacé par le montant de « 200 francs ».

Les modifications prévues au 1^o et 2^o qui précèdent ont effet à partir du 1^{er} janvier 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. In artikel 45, § 3, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1982, worden de bedragen van « 1 620 frank » en « 162 frank » respectievelijk vervangen door de bedragen van « 2 000 frank » en « 200 frank ».

De wijzigingen voorzien in het voorgaande lid hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Art. 13. A l'article 45, § 3, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 4 juin 1982, les montants de « 1 620 francs » et de « 162 francs » sont remplacés respectivement par les montants de « 2 000 francs » et de « 200 francs ».

Les modifications prévues à l'alinéa précédent ont effet à partir du 1^{er} janvier 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

TITEL III. — Algemene bepalingen

Art. 14. In het koninklijk besluit van 3 december 1984 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de reversiepensioenen toegekend aan de weduwen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— In artikel 3, wordt de datum van 1 juli 1984 vervangen door de datum van « 1 januari 1984 »;

— In artikel 5, wordt dezelfde datum van 1 juli 1984 vervangen door de datum van « 1 januari 1984 »;

— In artikel 6, wordt dezelfde datum van 1 juli 1984 vervangen door de datum van « 1 januari 1984 ».

De wijzigingen voorzien in het voorgaande lid hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

TITRE III. — Dispositions générales

Art. 14. Dans l'arrêté royal du 3 décembre 1984 étendant le champ d'application des pensions de réversion octroyées aux veuves des victimes civiles de la guerre, sont apportées les modifications suivantes:

— A l'article 3, la date du 1^{er} juillet 1984 est remplacée par la date du « 1^{er} janvier 1984 »:

— A l'article 5, la même date du 1^{er} juillet 1984 est remplacée par la date du « 1^{er} janvier 1984 »;

— A l'article 6, la même date du 1^{er} juillet 1984 est remplacée par la date du « 1^{er} janvier 1984 ».

Les modifications prévues à l'alinéa précédent produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1985.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. § 1. De aanvragen tot toekenning van een pensioen en de aanvragen tot herziening, die steunen op de artikelen 2, 3, 5, 6 en 7 van deze wet, moeten door de betrokkenen persoonlijk ingediend worden; tenzij het tegendeel is bedongen, moeten zij gericht worden aan de minister tot wiens bevoegdheid de belangen van de oorlogsslachtoffers behoren.

§ 2. De aanvragen die steunen op de artikelen 2, 5 en 6, zullen ten vroegste op 1 januari 1985 uitwerking hebben, wanneer zij binnen de termijn van 90 dagen te rekenen van de inwerkingtreding van de wet ingediend worden.

De aanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn geldig voor zover de betrokkene in leven is op het ogenblik van deze inwerkingtreding; zij worden geacht op de datum van deze laatste te zijn ingediend.

In de andere gevallen heeft de aanvraag om herziening uitwerking de eerste dag van het kwartaal volgend op haar indiening.

§ 3. De aanvragen bedoeld in de artikelen 3 en 7 zullen uitwerking hebben vanaf de eerste dag van de maand volgend op de inwerkingtreding van de wet, wanneer zij tijdens die zelfde maand ingediend worden.

In de andere gevallen heeft de aanvraag om herziening uitwerking de eerste dag van de maand waarin zij wordt ingediend.

De aanvragen om herziening voor verergering ingediend vóór deze wet blijven geregeld door de vroegere bepalingen.

Art. 15. § 1^{er}. Les demandes d'octroi de pension et les demandes en révision fondées sur les articles 2, 3, 5, 6 et 7 de la présente loi doivent être introduites personnellement par les intéressés; sauf stipulation contraire, elles sont à adresser au ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions.

§ 2. Les demandes fondées sur les articles 2, 5 et 6 auront effet au plus tôt le 1^{er} janvier 1985, si elles sont introduites dans le délai de 90 jours à dater de l'entrée en vigueur de la loi.

Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont valables pour autant que l'intéressé soit en vie au moment de cette entrée en vigueur; elles sont censées être introduites à la date de celle-ci.

Dans les autres cas, la demande en révision a effet le premier jour du trimestre suivant son introduction.

§ 3. Les demandes visées aux articles 3 et 7 auront effet à partir du premier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur de la loi, lorsqu'elles sont introduites au cours de ce même mois.

Dans les autres cas, la demande en révision a effet le premier jour du mois où elle est introduite.

Les demandes en révision pour aggravation introduites avant la présente loi restent réglées par les dispositions antérieures.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. § 1. De nieuwe enige bedragen voortvloeiend uit de toepassing van de bepalingen van deze wet, afgerond op het onmiddellijk lager veelvoud van vier, worden bij koninklijk besluit vastgesteld. De boeken die door het Rekenhof en de Nationale Kas voor oorlogspensioenen worden gehouden, worden, wat de toepassing van deze bepalingen betreft, ambtshalve gewijzigd.

§ 2. De bedragen van de renten van weggevoerden en van hun weduwen die niet in overeenstemming zijn met de nieuwe bedragen vastgesteld bij de bepalingen van deze wet, zullen door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen ambtshalve worden herzien.

§ 3. De achterstallen van pensioenen, bijzondere vergoedingen en lijfrenten, voortvloeiend uit de wijzigingen van de bedragen bedoeld bij deze bepalingen worden slechts verschuldigd wanneer de gerechtigde in leven is op de datum van de inwerkingtreding van de wet.

Art. 16. § 1^{er}. Les nouveaux taux uniques résultant de l'application des dispositions de la présente loi, arrondis au multiple de 4 immédiatement inférieur, sont fixés par arrêté royal. Les livres que tiennent la Cour des comptes et la Caisse nationale des pensions de la guerre sont modifiés d'office en ce qui concerne l'application de ces dispositions.

§ 2. Les montants des rentes de déportés et de leurs veuves, qui ne sont pas conformes aux nouveaux montants fixés par les dispositions de la présente loi, seront révisés d'office par la Caisse nationale des pensions de la guerre.

§ 3. Les arriérés de pension, d'indemnité spéciale et de rente viagère, résultant des modifications des taux visés à ces dispositions, ne sont toutefois dus que si le bénéficiaire est en vie à la date de l'entrée en vigueur de la loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. De bij deze wet aan de minister toegekende machten kunnen door hem aan een of meer amtenaren die tot zijn ministerie behoren overgedragen worden.

Art. 17. Les pouvoirs attribués par la présente loi au ministre peuvent être délégués par lui à un ou plusieurs fonctionnaires relevant de son ministère.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 18. De bepalingen van deze wet mogen niet als gevolg hebben de vóór haar inwerkingtreding toepasselijke enige bedragen te verminderen en mogen ook niet, ten opzichte van de gerechtigden, een minder gunstige toestand scheppen dan die welke zij op dezelfde datum kenden.

Art. 18. Les dispositions de la présente loi ne peuvent avoir pour effet de réduire les taux uniques applicables avant son entrée en vigueur, ni de créer, à l'égard des bénéficiaires, une situation moins avantageuse que celle dont ils bénéficiaient à la même date.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen vanmiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DES ACTES INTERNATIONAUX SUIVANTS:

- 1) ACCORD ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LE ROYAUME DE BELGIQUE, LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, LA REPUBLIQUE ITALIENNE, LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES INSPECTIONS DANS LE CADRE DU TRAITE ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES SUR L'ELIMINATION DE LEURS MISSILES A PORTEE INTERMEDIAIRE ET A PLUS COURTE PORTEE, ET ANNEXE, SIGNES A BRUXELLES LE 11 DECEMBRE 1987;
- 2) ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES RELATIF AUX INSPECTIONS SUR LE TERRITOIRE BELGE PREVUES PAR LE TRAITE ENTRE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE SUR L'ELIMINATION DE LEURS MISSILES A PORTEE INTERMEDIAIRE ET A PLUS COURTE PORTEE, CONCLU PAR ECHANGE DE NOTES, DATEES DE BRUXELLES, LE 19 FEVRIER 1988

Discussion et vote de l'article unique

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN VOLGENDE INTERNATIONALE AKTEN:

- 1) OVEREENKOMST TUSSEN DE VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA EN HET KONINKRIJK BELGIE, DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND, DE REPUBLIEK ITALIE, HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN EN HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND INZAKE DE INSPECTIES DIE VERBAND HOUDEN MET HET VERDRAG TUSSEN DE VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA EN DE UNIE VAN SOCIALISTISCHE SOVJETREPUBLIEKEN INZAKE DE VERWIJDERING VAN HUN MIDDELLANGE- EN KORTERE-AFSTANDSRAKETTEN EN BIJLAGE, ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 11 DECEMBER 1987;
- 2) OVEREENKOMST TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE EN DE UNIE VAN SOCIALISTISCHE SOVJETREPUBLIEKEN BETREFFENDE DE INSPECTIES OP HET BELGISCH GRONDGEBIED, BEDOELD IN HET VERDRAG TUSSEN DE UNIE VAN SOCIALISTISCHE SOVJETREPUBLIEKEN EN DE VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA INZAKE DE VERWIJDERING VAN HUN MIDDELLANGE- EN KORTERE-AFSTANDSRAKETTEN, GESLOTEN DOOR UITWISSELING VAN NOTA'S, GEDAGTEKEND BRUSSEL, 19 FEBRUARI 1988

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi portant approbation de deux actes internationaux sur les inspections relatives à l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van twee internationale akten betreffende de inspecties inzake de verwijdering van middellange- en kortere-afstandsraketten.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Péciaux, rapporteur. — Monsieur le Président, je voudrais dire que ces deux accords sont très importants pour nous, dans le contexte actuel de recherche de la paix. Comme notre ministre des Relations extérieures devait le souligner en commission, la signature, le 8 décembre 1987, par le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev, du traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire a apporté une satisfaction particulière.

La possibilité est apparue, non seulement de réduire concrètement le niveau des armements, mais aussi d'éliminer toute une catégorie d'armes. On a appliqué aussi, pour la première fois dans l'histoire, le principe de réductions asymétriques. C'est également la première fois que l'on mettra en œuvre des mesures de vérification appropriées sur place.

Le processus de démantèlement peut être entamé sans délai et la réalisation de cette double option zéro totale et mondiale — c'est-à-dire l'option concernant les missiles soviétiques et américains dont la portée se situe entre 500 et 5 500 kilomètres — peut entrer dans les faits.

Tous nos objectifs de principe, dont la finalité est l'élimination totale des missiles, sont réalisés dans l'accord:

1. La globalité des réductions non limitées à l'Europe;
2. La réalisation du niveau d'égalité le plus bas possible, c'est-à-dire le niveau zéro;
3. La reprise intégrale des dispositions relatives aux SRINF dans le traité INF;
4. La limitation aux systèmes américain et soviétique, et donc l'exclusion de l'armement nucléaire des pays tiers.

La question est de savoir aujourd'hui comment cette vérification se déroulera concrètement.

C'est dans ce but que le gouvernement dépose un projet de loi permettant aux inspecteurs soviétiques de procéder, sur notre territoire, aux vérifications et contrôles nécessaires. Toute une procédure a été mise au point. Elle est évoquée dans votre rapport en pages 3 et 4.

Aujourd'hui, si la Belgique est disposée à permettre ces inspections sur son territoire, c'est parce que nous pensons que l'accord INF constitue une réalisation particulièrement positive. L'accord conclu entre les deux superpuissances est également un accord entre l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie. Si cet accord est déjà important en soi, il l'est plus encore par sa signification dans le contexte des relations Est-Ouest. Ce traité est un pas essentiel qui nous donne l'espoir que des progrès substantiels sont possibles dans l'ensemble des pourparlers sur la maîtrise des armements.

Par ailleurs, des priorités doivent être prises en considération. C'est ainsi que l'on pense à la réduction de 50 p.c. des armes nucléaires stratégiques dans les camps américain et soviétique, à la réduction de l'armement conventionnel, aux négociations de Genève sur l'interdiction totale des armes chimiques qui ont connu des développements importants. La Belgique est d'ailleurs disposée à envisager l'ouverture des négociations sur les missiles à courte portée.

Une discussion très structurée a eu lieu à ce sujet en commission. Nous avons notamment entendu un commissaire se réjouir des accords et remarquer que les armes conventionnelles deviennent de plus en plus sophistiquées et plus chères, tandis que les armes chimiques constituent un danger pour l'humanité.

En matière d'armes stratégiques, on a évoqué le problème des sous-marins tant soviétiques qu'américains, en rappelant qu'ils en étaient équipés. Ces armes ont une portée de 8 à 9 000 kilomètres. Les Etats-Unis mettent également au point un nouveau modèle de bombardier, le FB 111. Ce commissaire a rappelé que ce matériel peut utiliser des missiles de croisière. Rien n'est prévu dans les accords en discussion en ce qui concerne les missiles air-sol.

D'autres questions importantes ont été posées:

- 1° Quand les derniers missiles de croisière quitteront-ils la base de Florennes?

2° Quand sera-t-il mis fin aux travaux d'entretien des missiles à Gosselies ?

3° De quelles immunités bénéficient exactement les inspecteurs qui seront autorisés à se rendre sur le territoire belge ?

4° Quelle est la possibilité d'éloigner les charges et de détruire les têtes nucléaires de tout ce matériel ?

A ce propos, un intervenant se demande si l'on ne cache pas une volonté de ne pas détruire complètement les armes à portée intermédiaire. Actuellement, il est fortement question de « modernisation » des armes nucléaires.

Les sites où s'effectuent les recherches, ainsi que les fabriques d'armement ne sont pas repris parmi les lieux soumis à inspection.

Les questions importantes que voici ont encore été soulevées :

1° Pourquoi le Parlement est-il associé à la décision aujourd'hui, alors que le droit lui a été contesté d'autoriser l'implantation des missiles ?

2° Pourquoi le problème de la relative abondance de missiles à courte portée n'est-il pas évoqué ?

3° L'accord entre les Etats-Unis et l'URSS ne peut-il être contourné par un simple déplacement des têtes nucléaires ?

4° L'accord entre les Etats-Unis et l'URSS a-t-il été négocié par-dessus nos têtes ? Je voudrais rappeler à ce sujet que les Européens ont été fort peu associés aux discussions entre Américains et Soviétiques.

Après avoir signalé que plusieurs questions devraient plutôt être soumises à son collègue, le ministre de la Défense nationale, le ministre des Relations extérieures a déclaré en commission :

1° Que les missiles se trouvant à Florennes devraient être évacués d'ici la fin de l'année ;

2° Que le problème de l'entretien de ces armes relève de la compétence du ministre de la Défense nationale ;

3° Que des immunités et privilèges sont reconnus aux inspecteurs qui viendront en Belgique, sans qu'ils bénéficient toutefois du statut diplomatique ;

4° Que la destruction des missiles se fera tant aux Etats-Unis qu'en URSS.

A propos de la participation de l'Europe à la décision, il faut savoir, dit le ministre, que si l'Europe occidentale souhaite assumer seule sa défense, elle devra prendre ses responsabilités à cet égard.

On ne peut que souhaiter que l'Union européenne future se voie attribuer des compétences plus larges dans le domaine politique et qu'elle reçoive également des attributions dans le domaine militaire.

Ce projet de loi portant approbation des accords a été adopté à l'unanimité des quatorze membres présents en commission des Relations extérieures.

J'en ai ainsi terminé avec le rapport que mes collègues m'avaient chargé de présenter.

Je voudrais ajouter quelques réflexions, à titre personnel, et rappeler que le rôle de l'Union de l'Europe occidentale n'a pas été suffisamment relaté et mis en évidence. Or, nous ne pouvons nous contenter, à l'heure actuelle, d'évoquer simplement le fait que l'UEO connaît des problèmes quant au siège de ses instances.

Il faut pousser l'investigation plus loin et rappeler que la revitalisation de l'UEO est un fait qui fut concrétisé à Rome, il y a déjà trois ans. Depuis lors, des événements marquants se sont produits puisqu'une délégation parlementaire de l'UEO a été reçue au Soviet suprême à Moscou, au moment même où des négociations étaient en cours entre Moscou et Washington. Plus tard, nous avons suivi les développements et les décisions de la « plate-forme » de La Haye, en 1987. Actuellement, on constate une volonté d'élargissement de l'UEO au Portugal, vraisemblablement à l'Espagne et peut-être demain à d'autres pays, notamment à la Grèce. Il y aurait d'autres candidats, à des conditions restant à définir. Je voudrais souligner, à ce propos, que l'UEO, étant donné sa structure, est appelée à jouer un rôle européen puisqu'elle est, à ce niveau, la seule institution

parlementaire démocratique dotée d'un Conseil des ministres chargé de l'exécution des mesures décidées par l'Assemblée.

Peut-être aurons-nous demain l'occasion de valoriser les travaux de l'UEO. Cette dernière, parce qu'elle est une instance politique, que tel est son rôle et qu'elle répond aux conditions évoquées dans le Traité de Bruxelles devrait, me semble-t-il, être active en matière de défense, si nous poursuivons ce dialogue auquel, en tant qu'Européens et élus du peuple, nous devons pouvoir être associés. Nous pourrions ainsi être intégrés de manière positive dans cette dynamique et dans le processus de paix entamé entre les grands pays et les grands continents. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tindemans.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, indien alles normaal verloopt is dit het laatste debat dat het Belgische Parlement aan de middellange-afstandsraketten wijdt.

Dit is dus een belangrijk ogenblik in de parlementaire geschiedenis van België. Zij die, zoals ik, de controversen en debatten hierover hebben beleefd, zijn er zich ten zeerste van bewust dat hier een tijdperk wordt afgesloten.

Eerder dan over het verleden uit te weiden moeten we onze blik nu op de toekomst richten en dit wetsontwerp biedt daartoe een unieke gelegenheid.

Het door de Sovjetunie en de Verenigde Staten van Amerika op 8 december 1987 ondertekende verdrag is belangrijk op verscheidene gebieden.

Ten eerste wat het beginsel betreft: voor het eerst in de geschiedenis wordt een hele categorie van wapens geëlimineerd. De vorige verdragen hielden slechts een beperking in van de bewapening voor bepaalde categorieën, en niet de vernietiging.

Als men bedenkt dat de Volkenbond tussen 1920 en 1940 nooit een echt ontwapeningsverdrag heeft bereikt, beseft men beter de betekenis van wat wij vandaag moeten goedkeuren.

Het INF-verdrag daarentegen elimineert alle te lande opgestelde sovjet- en Amerikaanse middellange-afstandswapens, zowel kruisraketten als ballistische tuigen, met een reikwijdte van 500 tot 5 500 kilometer. Het gaat hier dus om een echte ontwapening.

Dit verdrag is eveneens belangrijk wegens de toegepaste methode. Om de door ons nagestreefde dubbele nuloptie te bereiken was een asymmetrische reductie noodzakelijk. De Sovjetunie elimineert niet alleen de beruchte SS-20, maar ook de SS-4 terwijl de kortere-afstandswapens, de SS-12, de SS-23 en de experimentele SS-X-4 worden vernietigd. In totaal worden aan Sovjetzijde niet minder dan 1 836 kernkoppen die rechtstreeks op het Europees grondgebied waren gericht, verwijderd.

Aan Amerikaanse zijde verdwijnen de Pershing II en de te land opgestelde kruisraketten, de bekende GLCM's waarvan er, zoals bekend, 16 operationele en 4 reserve in Florennes staan, en tevens worden de Pershing 1A en 1B vernietigd.

Het aantal kernkoppen dat aan Amerikaanse zijde wordt verwijderd, bedraagt 867. De asymmetrie bestaat dus wel degelijk.

In het INF-akkoord staat nog een tweede belangrijke methodologische verworvenheid. Met het oog op het vermijden van omzeiling van het akkoord heeft het Westen steeds de nadruk gelegd op de nodige controle- en verificatiemaatregelen. Uiteindelijk is echter het bekende Russische spreekwoord: « *doveriai, no proveriai* » — heb vertrouwen maar controleer toch — in de praktijk omgezet.

Hoe zal die controle gebeuren? Eerst en vooral wordt een beroep gedaan op de « nationale technische middelen ». Hiermee wordt bedoeld dat satellieten wederzijds niet alleen hun « normale » spionageopdrachten zullen uitvoeren, maar eveneens bij de verificatie worden ingeschakeld.

Een tweede middel van controle is de uitwisseling van gegevens. Reeds bij de ondertekening van het verdrag werd hiertoe overgegaan en een nieuwe *data exchange* vond plaats naar

aanleiding van de uitwisseling van de ratificatie-instrumenten tijdens de Top van Moskou.

De meest opvallende controlemechanismen bestaan echter in het ter plaatse zenden van inspecteurs, gedurende een periode van niet minder dan 13 jaar. Ook de installaties op Belgisch grondgebied, namelijk de basis van Florennes en de *European Repair Facility* in Gosselies zullen het bezoek krijgen van Sovjet-inspecteurs. Om dit bezoek mogelijk te maken is het ingediende wetsontwerp noodzakelijk.

Drie types van inspectie zijn mogelijk — verontschuldigd mij voor het gebruikte jargon: ten eerste, de zogenaamde *Base line inspection*, die gedurende de maanden juli of augustus van dit jaar kan worden uitgevoerd; ten tweede, de *Close out inspection*, dit wil zeggen nagaan of de raketten verwijderd zijn; ten derde, het uitvoeren gedurende 13 jaar van *Short notice inspections*.

Het aantal inspecties in België bedraagt maximaal 10 tijdens elk van de eerste drie jaren; 7,5 gedurende de volgende 5 jaar en 5 in elk van de laatste 5 jaren.

Tijdens de commissievergadering heb ik uiteengezet hoe die inspectie zal verlopen. Eveneens tijdens de commissievergadering werd op de technische complexiteit van het verdrag ingegaan.

Men zal zich herinneren dat tijdens de voorbereiding van de Moskouse top een probleem rees in verband met de zogenaamde futuristische wapens. Tussen de Sovjetrussische en Amerikaanse toponderhandelaars werd een diplomatieke nota uitgewisseld, waardoor werd bevestigd dat alle raketten in de reikwijdte van 500 tot 5 500 kilometer door het verdrag verboden zijn, wat voor een type wapens zij ook transporteren.

Naar aanleiding van dezelfde voorbereidende vergadering, dus ongeveer twee weken vóór het uitwisselen van de ratificatie-instrumenten, werden nog negen technische vragen opgelost, waarbij de lengte van een container waarin SS-20-raketten zouden kunnen worden getransporteerd, het wereldnieuws haalde.

Deze technische details mogen ons echter niet uit het oog doen verliezen dat het akkoord eerst en vooral een politieke betekenis heeft. Het verdrag overstijgt de relaties tussen de onderhandelende partijen en is een akkoord tussen de twee bondgenootschappen. Het bewijst dat de lijn die door de NAVO vanaf het begin werd gevolgd de juiste is en het levert een concrete bijdrage tot wapenbeheersing en ontspanning. Het is een voorbeeld voor de op stapel staande andere akkoorden.

Zoals bekend, werden op 12 juli de Sovjet-Amerikaanse onderhandelingen over de strategische wapens in Genève hervat. De doelstelling is een vermindering met 50 pct. van de strategische kernwapens te bereiken.

Parallel met dit akkoord dient een bevredigende oplossing te worden gevonden voor het vraagstuk inzake het behoud van een ABM-verdrag over de anti-rakettenverdediging.

Uit de verklaringen, die naar aanleiding van de hervatting van de onderhandelingen werden afgelegd, blijkt dat het probleem van de kruisraketten, die vanaf de zee kunnen worden afgevuurd, een oplossing moet krijgen.

Als gevolg van het onderhoud dat ik met de Sovjetminister van Buitenlandse Zaken, Sjervardnadze, op 6 juni in New York had, heeft de Sovjetrussische zijde mij haar standpunt in verband met deze problematiek toegestuurd. Hoewel België in de *Nuclear and Space Talks* (NST) niet rechtstreeks mede aan tafel zit, kan ons land in het bondgenootschap proberen de beslissing hierover te beïnvloeden.

Le rapporteur a regretté que l'Europe soit fort peu associée aux négociations. Je me permets de lui faire remarquer que les engins étaient la propriété soit des Etats-Unis, soit de l'URSS, et que nous avons été tenus au courant des négociations. Un groupe «de haut niveau» nous a informés et a pu faire valoir ses opinions. Les négociateurs sont venus à Bruxelles pour nous renseigner et pour enregistrer nos éventuelles réactions et propositions. J'ai moi-même été à Genève à des moments clés de la négociation. M. Reagan lui-même nous a rendu visite. M. Shultz a rencontré à plusieurs reprises les ministres des Etats membres de l'OTAN.

Ce n'est pas la perfection, mais nous avons été tenus au courant à trois niveaux et l'occasion nous a été donnée de faire valoir nos opinions, d'émettre notre point de vue.

De allerhoogste prioriteit wordt echter gegeven aan de vermindering van de conventionele bewapening. Deze vermindering moet tot doel hebben het evenwicht te herstellen en de ongelijkheden weg te werken. In de eerste plaats moeten de belangrijkste aanvalswapens en de risico's voor verrassingsaanvallen worden uitgeschakeld. Beide bondgenootschappen voeren momenteel in Wenen besprekingen over een mandaat voor een onderhandeling over conventionele stabiliteit in Europa, van de Atlantische Oceaan tot de Oeral.

Mag ik eraan herinneren dat deze mandaatgesprekken het rechtstreeks gevolg zijn van het Belgische initiatief tijdens de NAVO-Ministerversgadering in Halifax in mei 1986?

Wij hebben het idee gelanceerd om binnen de onderhandelingen met de 35 in Wenen de problemen te bespreken met de 23 lidstaten van het Warschau-pact en van de NAVO. Deze besprekingen hebben thans in Wenen plaats.

Nu met veel goede wil gepoogd wordt een oplossing te vinden voor het probleem van de *dual capable weapons*, systemen die zowel met nucleaire als met conventionele ladingen kunnen worden uitgerust, bestaat de hoop dat nog dit jaar overeenstemming wordt bereikt zodat de eigenlijke onderhandeling vanaf deze herfst of vanaf volgend jaar kan worden gevoerd.

A ce stade de mon exposé, je voudrais faire allusion à des nouvelles publiées ces derniers jours.

Nous ne devons pas nous faire d'illusions quant à la difficulté de l'entreprise. Quatorze années de négociations vaines menées à Vienne dans le cadre des MBFR doivent nous inciter au réalisme.

Cependant, quelque chose semble avoir changé dans l'approche soviétique. La preuve en est que maintenant, comme stipulé dans le traité INF, l'échange d'informations soumis à un contrôle ainsi que des réductions asymétriques sont acceptés. Nos priorités portent naturellement sur les secteurs dans lesquels le Pacte de Varsovie a une avance considérable et nous examinerons donc en priorité les propositions relatives aux chars de combat et à l'artillerie, dans le secteur des armes conventionnelles.

De plus, nous continuerons à mettre l'accent sur la région Centre-Europe, qui nous concerne directement. Le Pacte de Varsovie a, de toute évidence, d'autres priorités. Des négociations sont nécessaires, des accords sont possibles. Un objectif raisonnable serait de parvenir progressivement à un équilibre des principales armes d'attaque dans le cadre d'un plafonnement au niveau le plus bas possible.

Il doit cependant être clair que la Belgique, comme ses alliés, estime que des négociations doivent avoir lieu dans le forum créé à cet effet. C'est dans ce cadre que les propositions de négociation doivent être déposées et analysées. C'est dans cette optique que les propositions faites par le secrétaire général Gorbatchev le 11 juillet, au cours de sa visite en Pologne, doivent être évaluées par la Belgique. Elles contiennent un certain nombre d'éléments positifs, c'est évident.

Par exemple, le souhait réitéré de réduire les systèmes d'armement conventionnel de l'océan Atlantique à l'Oural ou l'acceptation de réductions asymétriques jusqu'à des plafonds égaux. Ce sont là des options que l'Occident aussi veut négocier. Les propositions seront analysées en profondeur à Vienne, aussitôt qu'elles auront été déposées.

D'autres éléments nous paraissent moins heureux comme, par exemple, l'idée de tenir une Conférence pan-européenne au sommet qui ne traiterait que du désarmement conventionnel. S'agit-il ici d'écarter les Américains et les Canadiens, qui participent maintenant aux négociations de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) à Vienne, tout comme aux pourparlers à 23 pour préparer les négociations sur la stabilité conventionnelle? Ils étaient à la Conférence européenne sur le désarmement à Stockholm, de même qu'à Helsinki. Cette attitude serait pour nous inacceptable.

Par ailleurs, une telle conférence ne ferait que rendre plus confuses les véritables négociations conventionnelles en cours, ce qui ne serait pas très productif.

Nous attendons donc des précisions sur les récentes déclarations du secrétaire général Gorbatchev en Pologne.

Belangrijke ontwikkelingen hebben zich voorgedaan in Genève in de onderhandeling over het totale verbod van chemische wapens. Wij hopen dat de constructieve geest, die een gunstige invloed op de INF-onderhandelingen heeft gehad, zich eveneens in de werkzaamheden van de Ontwapeningsconferentie zal manifesteren zodat een oplossing voor het moeilijke vraagstuk van de verificatie kan worden bereikt. Bij deze onderhandeling, die op 7 juli werd hervat, blijft België zeer actief betrokken.

Wij beperken ons er niet toe in de multilaterale onderhandelingen ideeën en voorstellen te formuleren of te proberen ze operationeel te maken. Ook via bilaterale consultaties wordt gepoogd het Belgisch standpunt te toetsen aan de opinie en opties van de Oosteuropese landen. Zo werden twee consultatieronden gehouden met DDR-experts terwijl een eerste werkvergadering met Sovjet-specialisten plaatsvond op 27 juni in Brussel. Een nieuwe ronde in Moskou wordt voorbereid.

Rekening houdend met de alarmerende proliferatie van dit type van wapens is het niet alleen zaak een akkoord tussen Oost en West te bereiken, maar vooral te zorgen dat het verbod wereldwijd is.

U weet helaas dat wordt beweerd dat het chemische wapen meer en meer het wapen van de arme landen zal worden. Een akkoord in Europa volstaat niet; het moet een wereldwijd akkoord zijn.

Zoals ik in de commissie heb uiteengezet, is België bereid te overwegen om de onderhandelingen over de kernraketten voor de korte afstand aan te vatten maar op het ogenblik maakt niemand hiervan een prioritaire kwestie. Ook het Warschau-pact en de Sovjetunie doen dit niet.

Een dergelijke onderhandeling zal, wil zij slagen, rekening dienen te houden met de reeds geboekte vooruitgang, meer bepaald op conventioneel vlak. Met betrekking tot deze laatste systemen wens ik er nogmaals de nadruk op te leggen dat geen enkele beslissing in verband met een eventuele aanpassing van deze wapens is genomen.

De NAVO-Ministerraad in Reykjavik heeft in juni van vorig jaar de opdracht gegeven om een globaal concept over ontwapening en wapenbeheersing te ontwerpen.

Ik wens daar de nadruk op te leggen want het vormt de basis van de standpunten die ik momenteel inneem. Men kan voorstellen wat men wil. Rekening houdend met het INF-akkoord en onze wens om voor de strategische wapens tot een reductie van 50 pct. te komen, tot een wereldwijd verbod van chemische wapens en een asymmetrische reductie van de conventionele wapens, moeten wij een idee hebben van wat nodig is om een geloofwaardige veiligheidspolitiek uit te werken.

Er is beslist een studie te maken: een globaal concept van de veiligheid. Pas als men een idee heeft van wat nodig is, kan men over andere materies onderhandelen of beslissen. Ik wacht met ongeduld op de resultaten van die globale benadering om een geloofwaardige veiligheidspolitiek te voeren.

Dit concept wordt nu door de NAVO uitgewerkt. Tegelijkertijd wordt door een militair comité een studie over onze behoeften en noden voor het verzekeren van veiligheid gemaakt. Pas nadat deze studies uitgewerkt en aanvaard zijn, zullen op politiek niveau beslissingen over de noodzakelijke maatregelen voor onze verdediging kunnen worden getroffen.

Er is bijvoorbeeld het probleem van de modernisering. Wie beweert dat gepoogd wordt de bepalingen van het INF-akkoord te omzeilen of dat compensaties worden gezocht, is — sta mij toe het te zeggen — niet volkomen correct geïnformeerd, indien zijn bedoelingen juist zijn. Uiteindelijk moet dit alles worden gezien in het licht van de gehele Oost-Westdialoog. Deze dialoog wordt niet enkel over wapenbeheersing gevoerd, zoals de Sov-

jets wel eens te vaak beweren. In Helsinki hadden wij toch de drie korven: veiligheid, economische maatregelen, humanitaire maatregelen, maatregelen voor publikaties en mensenrechten. De betrekkingen tussen Oost en West moeten worden gedragen door een geheel van maatregelen en niet alleen door ontwapening of wapenbeheersing, hoe belangrijk deze ook zijn. Daarom streven wij bij de onderhandelingen op de conferentie voor veiligheid en samenwerking in Wenen een evenwichtige benadering na, zowel met het oog op veiligheid, want daar gaat het toch om, als op economische en culturele relaties, met boven al de mens als doelstelling.

De wapenbeheersing moet en kan ertoe bijdragen dat evenwicht kracht bij te zetten. Boven een bepaalde grens is ontwapening echter niet mogelijk zonder ze te zien in het kader van een globale politieke regeling, vooral dan in Europa waar de toestand bepaald blijft door de opdeling van het continent en een massale aanwezigheid van Sovjetroepen in Oost-Europa. Wapenbeheersing kan ertoe bijdragen het probleem te regelen, de oplossing zelf moet echter door de politieke verantwoordelijken worden gevonden.

Pour terminer, je souhaiterais dire un mot au rapporteur qui a parlé, à titre personnel, des problèmes de l'Union de l'Europe occidentale et soulevé le problème du siège. Cette question me tient à cœur. Il est évident que l'organisation de l'UEO n'est pas parfaite. Agences, assemblée, secrétariat sont disséminés un peu partout; des réunions se tiennent à Londres, mais les Agences tout comme l'Assemblée sont à Paris. L'UEO est donc loin d'avoir un siège unique, ce qui entraîne un gaspillage d'argent et d'énergie. Par ailleurs, les ministres se réunissent dans la capitale du pays qui assume la présidence.

La tendance actuelle serait plutôt de choisir un siège unique pour l'UEO. Inutile de vous dire que la majorité s'est prononcée en faveur de l'établissement de ce siège à Bruxelles. Il est de mon devoir d'encourager ceux qui souhaitent ce choix, ce que je n'ai pas manqué de faire jusqu'à présent.

Cela ne va pas sans problème. Pour certains, les autres sièges suggérés sont considérés comme étant trop loin de l'OTAN, tandis que, pour d'autres — un tout petit nombre — Bruxelles serait trop près de l'OTAN.

Je me permets, toutefois, de souligner que la Belgique — Bruxelles plus précisément — suivra de près l'attitude des pays sur lesquels elle croit pouvoir compter, car la question est d'importance, tant du point de vue de l'organisation que du point de vue de la gestion et de la politique.

Les alliés de l'OTAN considèrent parfois l'UEO comme un contre-pouvoir. Ce n'est pas notre opinion. Certes, l'OTAN et l'UEO sont deux institutions différentes, mais il ne peut exister entre elles d'antagonisme, particulièrement en ce qui concerne la politique de sécurité.

Mijnheer de Voorzitter, ik heb gemeend dit bij wijze van inleiding tot de Senaat te moeten zeggen. Wij zijn hier niet zo talrijk, maar alle aanwezigen volgen deze zaak op de voet en hebben een grondige kennis van het probleem. Wat wij hier beslissen, zal van zeer groot belang zijn voor het hele land. Daarom dank ik nu reeds al degenen die beide verdragen zullen goedkeuren. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à Mme Hanquet.

Mme Hanquet. — Monsieur le Président, je remercie tout d'abord notre rapporteur de la précision avec laquelle il a relaté les débats en commission, et notre ministre de son introduction qui pose le cadre général de la question.

Après la Chambre, c'est donc au Sénat qu'il appartient de se prononcer sur ce projet de loi inscrit à son ordre du jour.

J'attire votre attention sur l'échange de notes confirmant à l'Union soviétique l'acceptation, par la Belgique, de la venue d'inspecteurs soviétiques sur son sol, conformément à ce qui a été convenu à ce sujet dans le Traité de Washington et dans l'accord du 11 décembre 1987.

Comme chacun le sait, le Traité de Washington prévoit des vérifications sur place. C'est donc dans le contexte de ce traité que prend place l'accord du 11 décembre puisque aussi bien les missiles de croisière américains visés par le traité sont déployés à Florennes et que la société SABCA de Gosselies avait obtenu l'entretien des missiles de ce type stationnés en Europe.

Il appartient, dès lors, à la Belgique d'assumer la part qui lui revient dans l'application de ce traité, à savoir prendre toutes les dispositions légales compatibles avec le respect de notre souveraineté afin que les inspections soviétiques puissent se dérouler conformément au traité dans les deux sites belges concernés.

La ratification de ces deux accords doit être aussi l'occasion pour le Sénat de réfléchir à l'avenir de la défense de l'Europe. Mais, avant toute chose, j'émettrai quelques considérations sur les différentes étapes qui nous amènent aujourd'hui à ratifier ce Traité de Washington.

Sans vouloir s'adonner ici à une analyse exhaustive des différentes conditions qui ont rendu possible ce premier traité de désarmement nucléaire, il faut tout d'abord se souvenir :

— Que c'est le Chancelier Schmidt qui a fait prendre conscience en 1977, lors d'une conférence à Londres, du déséquilibre — et donc de la menace nucléaire en Europe;

— Que, vous l'avez rappelé en commission, monsieur le ministre, c'est donc à leur demande que les Européens ont pris la double décision, en 1979, d'installer des missiles et de poursuivre le dialogue avec l'URSS;

— Que l'URSS n'aurait jamais retiré ses missiles si l'Europe de l'Ouest n'avait pu menacer le cœur même de l'URSS.

Il faut se rappeler la petite phrase de François Mitterrand « Les missiles sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest. » En effet, il est certain que Ronald Reagan n'aurait jamais songé à proposer l'option zéro, c'est-à-dire le non-déploiement des missiles de croisière et des *Pershing 2* contre le démantèlement des SS-4, SS-5 et SS-20 soviétiques en novembre 1981, s'il ne s'était heurté, en Europe, à une forte opposition populaire à ces déploiements, concrétisée quelques semaines plus tôt dans de gigantesques manifestations en faveur du désarmement.

Par ailleurs, il est tout aussi certain que les Soviétiques n'auraient jamais retiré leurs SS-20 si leur territoire ne s'était, dès décembre 1983, trouvé sous la menace directe des missiles américains installés en Europe à partir de cette date. Ce sont assurément ces efforts opposés, mais cependant paradoxalement complémentaires, qui ont contribué à la conclusion du Traité de Washington.

Il est, en effet, possible d'affirmer que ces efforts n'auraient probablement jamais connu ce dénouement si Mikhaïl Gorbatchev n'était arrivé au pouvoir à Moscou, en avril 1985, et n'avait bientôt renversé l'approche soviétique du problème, en reprenant à son compte l'option zéro, afin de mieux préparer l'économie de son pays aux défis économiques et techniques du XXI^e siècle.

Bien que cela paraisse moins sûr, il n'est pas interdit de penser que les difficultés techniques inhérentes à la rédaction du traité n'auraient pu être surmontées si Ronald Reagan, lui aussi, pour des raisons de politique intérieure, n'avait souhaité effacer les traces de l'IRANGATE en entrant dans l'Histoire comme le signataire du premier traité de désarmement de l'ère nucléaire.

De fait, le Traité de Washington est le premier traité de désarmement conclu entre deux puissances nucléaires. Grâce à ce traité, ce sont quelque 2 611 fusées qui seront détruites, à savoir 1 752 soviétiques, dont 826 de longue portée, et 859 américaines, dont 689 de longue portée.

Si un tel traité n'a pu être conclu plus tôt, c'est parce qu'il prévoit des vérifications sur place de la stricte application de ses clauses. Un tel climat de confiance n'avait pu s'établir précédemment.

Vu sous cet angle, le Traité de Washington porte en son sein le germe d'autres accords de désarmement à même de réduire considérablement les risques de guerre entre Soviétiques et Occidentaux. C'est un pas dans la bonne direction. Mais on aurait cependant tort de témoigner d'un trop grand optimisme. D'abord, parce que ce traité ne porte que sur 2 ou 3 p.c. de l'ensemble des arsenaux soviéto-américains.

Ensuite, parce qu'en termes strictement militaires, le retrait d'Europe des *Pershing 2* et des missiles de croisière risque d'entraîner un certain relâchement des liens entre les deux rives de l'Atlantique. En effet, le *Pershing 2* est, de tous ceux déployés en Europe, le vecteur le plus apte à frapper directement le sol soviétique. La présence de missiles de ce côté-ci de l'océan traduisait de façon tangible l'engagement américain en Europe et renforçait la dissuasion atlantique en introduisant dans le jeu international une donnée tendant à faire croire aux Soviétiques que, contrairement à ce qu'on pense généralement, les Etats-Unis accepteraient peut-être bien de mettre la survie de New York et de Chicago en péril pour assurer la liberté et l'indépendance de Hambourg et de Bruxelles. On veut croire cependant que le retrait des missiles n'aura guère d'effet sur le « couplage » politique entre les Etats-Unis et l'Europe.

On peut même aller plus loin et suggérer que le retrait des *Pershing 2* et des missiles de croisière rend désormais possible une guerre nucléaire limitée à l'Europe. Et plus précisément encore au territoire des deux Allemagnes. Une telle crainte ne sera totalement à exclure que lorsque d'autres accords de désarmement auront été conclus. Enfin, il y a la fragilité et l'incertitude de l'évolution du régime soviétique.

Certes, Gorbatchev apparaît quelque peu « désarmant » tant ses initiatives sont nombreuses et nous prennent à contre-pied mais jusqu'où pourra-t-il mener ses réformes ?

Cela signifie concrètement que les Etats-Unis et l'Union soviétique doivent au plus tôt parvenir à conclure un accord réduisant de 50 p.c. leurs arsenaux nucléaires stratégiques. Cela signifie aussi que la Conférence du Désarmement siégeant à Genève doit aboutir rapidement à l'interdiction de toute arme chimique, assortie de très strictes conditions de vérification.

Cela signifie encore que l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie doivent conclure des accords de désarmement conventionnel et nucléaire tactiques qui réduisent les risques d'un affrontement militaire en Europe.

A quoi servirait-il en effet de désarmer nucléairement, si c'est pour rendre possible une guerre conventionnelle qui laisserait de toute manière l'Europe exsangue ? Qu'on le veuille ou non, la dissuasion nucléaire a contribué au maintien de la paix en Europe. Et ce, alors que partout ailleurs dans le monde, en Indochine, en Corée, au Viêt-nam, au Moyen-Orient, en Afrique australe, en Amérique centrale, en Afghanistan, ... Etats-Unis et URSS s'opposaient par alliés interposés.

Il faut donc impérativement que le désarmement conventionnel aille de pair avec le nucléaire.

En 1989, l'on fêtera le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens. Notre interprétation des droits de l'homme n'est pas identique à celle des Soviétiques. C'est au rapprochement de ces interprétations que nous devons œuvrer.

Il importe, en effet, que s'étende d'une manière ou d'une autre et, le plus rapidement possible, à l'ensemble des régions du monde la nouvelle impulsion que l'on espère donner aux relations internationales par ce premier traité de désarmement nucléaire, qui, *de jure*, ne concerne que l'hémisphère Nord.

On doit s'inquiéter de la prolifération des armes nucléaires au cours de ces dernières années : l'Afrique du Sud, Israël, l'Inde, bientôt peut-être le Brésil et le Pakistan, font ou feront partie du club des nations nucléaires.

Obnubilés par le surarmement soviéto-américain et l'extrême concentration des forces armées en Europe, nous aurions bien

tort de ne pas nous préoccuper de la nucléarisation progressive d'un nombre croissant de nations de l'hémisphère Sud.

Il importe donc que dans la mesure de nos moyens, nous contribuions à faire triompher un nouvel état d'esprit dans les relations internationales. Concrètement, cela signifie, pour un petit pays comme le nôtre, qu'il doit prêcher l'exemple et travailler à l'avènement de ce nouvel état d'esprit en essayant de l'appliquer partout où il le peut, dans tous les domaines où cela est possible: aussi bien dans la coopération au développement que dans l'aide aux plus démunis parmi nous; aussi bien dans l'unification européenne que dans nos relations intercommunautaires; aussi bien dans nos rapports avec l'Europe de l'Est que dans la nécessaire solidarité avec nos alliés.

A propos de ces alliés, il importe de savoir que, comme le disait feu le général de Gaulle, les Etats n'ont pas d'amis, seulement des intérêts.

Depuis 1945 et jusqu'à présent, assurer la protection de l'Europe face aux Soviétiques a constitué un intérêt primordial pour les Etats-Unis. L'instrument de cette protection a été l'Alliance atlantique, dont la dissuasion nucléaire a toujours constitué la pierre angulaire.

Ce n'est pas un hasard si, récemment, Franck Carlucci, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, reprenant ce que l'on a appelé l'accord Nunn, sénateur et président de l'importante commission de la Défense, a mis en garde ses interlocuteurs européens contre toute dénucléarisation du vieux continent. Selon lui, une telle dénucléarisation serait de nature à compromettre la présence des troupes américaines en Europe.

Dit de façon caricaturale, le message adressé aux Soviétiques a toujours été que toute attaque conventionnelle en Europe était susceptible de déboucher sur un échange nucléaire stratégique à même de dévaster l'hémisphère Nord, voire la terre entière.

Personne ne sait si l'engagement américain d'éventuellement utiliser tous leurs armements, y compris les plus puissants et les plus dévastateurs, a encore une quelconque crédibilité depuis qu'un jour d'octobre 1957, l'Union soviétique a expédié dans l'espace un émetteur radio, prouvant de la sorte qu'elle était en mesure de frapper au cœur des Etats-Unis.

Cela étant dit, quelle qu'ait pu être leur conviction ultime sur la question, il est certain que les Américains seront d'autant moins poussés à risquer leur propre survie pour l'Europe que celle-ci cessera d'être leur principale préoccupation.

Il importe, dès lors, de souligner que les yeux de l'Amérique se tournent de plus en plus vers le reste du monde, notamment vers le Pacifique.

Ce n'est donc pas un hasard si, dans une publication récente, d'éminents spécialistes américains ayant exercé les plus hautes fonctions, tels Henry Kissinger ou Zbigniew Brzezinski, proposent de réserver l'usage du nucléaire stratégique à la sauvegarde du seul continent nord-américain, tandis qu'en Europe seraient déployés des systèmes d'armes nucléaires dont la précision permettrait des frappes anti-forces, mais exclurait à peu près totalement le risque d'une montée aux extrêmes stratégiques.

En fait, compte tenu des énormes problèmes budgétaires des Etats-Unis et du déficit chronique de leur balance des paiements, rien ne permet d'affirmer que ceux-ci pourront encore longtemps maintenir leur présence militaire en Europe.

Ce maintien serait encore plus aléatoire s'il devait être privé de son bras nucléaire, par essence moins coûteux que le conventionnel. Ce n'est pas par hasard si les Etats-Unis insistent de plus en plus pour que l'Europe prenne une part croissante dans sa propre défense tandis qu'eux accroîtraient leurs efforts ailleurs dans le monde.

En fait, que nous le voulions ou non, les relations entre Moscou et Washington entrent peu à peu dans l'ère du post-nucléaire. Cela ne signifie pas que les armes nucléaires disparaîtront, mais simplement que le nucléaire ne dissuadera plus que du nucléaire. Reykjavik a, en quelque sorte, constitué le

révélateur de cette évolution. Ce sont là des questions et des défis qui se posent à nous, Européens.

L'idée d'un « pilier européen » de la défense a été lancée en 1963 par le Président Kennedy. Depuis cette idée a fluctué au gré des événements internationaux.

On aurait pu croire au caractère salubre de la grande peur engendrée par le Sommet de Reykjavik au cours de laquelle Mikhaël Gorbatchev et Ronald Reagan faillirent aboutir à des accords capitaux pour l'avenir de l'Europe, alors même que celle-ci n'avait pas été associée à leur préparation.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est au lendemain de cette rencontre, que l'ancien Premier ministre français Jacques Chirac proposa à la tribune de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale, la rédaction d'une charte de sécurité européenne.

C'est manifestement dans la grande peur qu'engendra cette rencontre qu'il faut trouver la raison du véritable réveil de cette UEO depuis si longtemps endormie, raison à laquelle le rapporteur et le ministre ont fait allusion tout à l'heure. Mais c'est aussi dans les divergences entre Européens, sur les moyens et l'avenir de leur défense, qu'il faut trouver les causes de ce réveil.

En effet, en octobre 1987, le Parlement européen adoptait le rapport Galuzzi qui affirmait deux évidences:

— Une politique de sécurité européenne en dehors de l'Alliance est inconcevable;

— Les intérêts européens, notamment en matière de sécurité, ne sont pas nécessairement ni toujours les mêmes que ceux des Etats-Unis.

L'adoption de ce rapport par le Parlement européen pourrait faire croire à un observateur non averti que les institutions européennes des Douze pourraient constituer à l'avenir le lieu tout indiqué pour édifier une défense plus européenne de l'Europe.

Hélas, ce serait trop simple! Des différences d'analyses parfois profondes, ont exclu de l'Acte unique l'aspect « défense ». L'article 30, paragraphe 6, du titre III de cet Acte unique précise que la coopération politique européenne en matière de politique extérieure sera développée « par une coopération plus étroite sur les questions de sécurité », mais uniquement dans « les aspects politiques et économiques de la sécurité ». Mais aussi des pays tels que l'Irlande, la Grèce, le Danemark, ne souhaitent pas être intégrés dans une défense européenne.

C'est donc, faute de mieux, au sein de l'UEO, dont le traité est beaucoup plus contraignant que celui de l'OTAN, qu'en attendant l'insertion de l'aspect défense dans la sphère de compétence des Douze, il faut promouvoir la défense européenne et définir ce qu'elle sera. Nous connaissons les efforts que le secrétaire général de l'UEO accomplit pour revitaliser cette institution qui est la seule assemblée à pouvoir traiter des problèmes de défense.

C'est ce qu'ont très bien compris les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, qui ont signé à la Haye la plate-forme sur la sécurité, en octobre 1987. Ils y affirment en effet que l'intégration de l'Europe restera incomplète tant qu'elle n'englobera pas la sécurité et la défense.

Mais il n'y a pas que l'UEO dans laquelle une coopération et une intégration accrues sont possibles. Je pense bien sûr à l'axe franco-allemand. Beaucoup fondent de grands espoirs sur son existence. Bien que les pays du Benelux puissent nourrir quelques réticences. Il serait intéressant, monsieur le ministre, que vous nous donniez votre avis à ce sujet.

A ce propos encore, on se bornera à citer les initiatives les plus spectaculaires: la constitution de la Force d'action rapide, la mise sur pied d'une brigade mixte et la création du conseil commun de défense qui peuvent peut-être constituer l'embryon d'une armée européenne intégrée.

A un autre niveau et plus particulièrement en ce qui concerne notre pays, on peut citer des exemples tels l'entraînement en commun des pilotes de chasse belges et néerlandais, la coopération maritime comme dans le golfe Persique.

Je voudrais également rappeler que c'est le Traité de Bruxelles de 1948 qui a jeté les bases d'une défense européenne commune et que celle-ci n'a dû son échec qu'à sa non-ratification par le gouvernement de Mendès France.

Hélas, nous, Européens, ne cessons de nous opposer sur ce que sont nos intérêts bien compris. C'est la difficulté de cette définition qui rend hautement improbable l'élaboration d'une stratégie de défense et d'une doctrine de sécurité communes.

Ainsi, la solidarité européenne en matière de défense est-elle compatible avec la sanctuarisation prônée par le général de Gaulle et imprégnant toujours ses successeurs ?

On ne peut mettre en doute la sincérité de l'engagement britannique dans l'Europe des Douze. Depuis 40 ans maintenant, l'armée britannique du Rhin assure physiquement la présence du Royaume-Uni sur le continent et nul doute qu'en cas de coup dur, elle serait engagée aux côtés des alliés occidentaux. Le ministère de la Défense britannique a récemment annoncé la mise sur pied d'une force antichar hélicoptère capable de s'opposer à toute offensive blindée ayant l'Allemagne fédérale pour théâtre.

Par contre, d'autres dossiers comme celui de la question de savoir avec qui, de Paris ou de Washington, Londres va finalement entamer la construction d'un missile de croisière, montrent parfois les limites d'un engagement linéaire.

Je ne voudrais pas quitter ce domaine sans m'interroger également sur notre pays. Je saisis l'occasion qui m'est ici donnée pour m'étonner de ce que le Parlement n'ait pas encore mis sur pied une commission mixte, Relations extérieures et Défense, chargée, conformément à ce qui est dit dans l'accord gouvernemental, de réaliser « sans délai, une étude approfondie... sur les tâches dévolues à l'armée, l'efficacité de leur exécution, le rapport entre opérationnels et non-opérationnels de tous les niveaux du personnel militaire du contingent et la durée du service militaire », dont les conclusions devraient être déposées avant la fin de l'année.

Il est grand temps que la Belgique réexamine les moyens de sa défense. Ou bien l'effort qui lui est demandé est proportionnellement supérieur à ce qui est demandé à nos alliés et, en ce cas, il nous faudra renégocier nos engagements. Ou bien nous dépensons mal et il faudra alors optimiser notre effort de défense. Je me souviens de la réflexion de Lord Carrington qui disait que la Belgique devrait, à l'avenir, non pas dépenser plus mais dépenser mieux, pour rencontrer les différents engagements qu'elle a souscrits librement.

Quoi qu'il en soit des conclusions de la commission qui aurait à examiner ces questions, on peut déjà affirmer que le meilleur moyen de faire des économies dans les dépenses de la défense, sans hypothéquer cette dernière, réside dans une coopération accrue avec les pays amis, notamment dans les programmes d'armement.

En effet, des études récentes ont montré que les doubles emplois et le manque de coordination entre les différents programmes européens entraînent des surcoûts atteignant 35 milliards de dollars par an pour les économies européennes.

C'est le coût de la non-Europe, tout aussi valable dans le domaine économique et social que dans celui de la défense.

A terme, il faudra dépasser la simple coopération matérielle et s'élever jusqu'à la définition d'une identité européenne en matière de défense qui, comme il est dit dans la plate-forme de La Haye, doit être « davantage cohérente et traduire plus efficacement les engagements de solidarité que nous avons souscrits dans le Traité de Bruxelles modifié et le Traité de l'Atlantique Nord ».

Cette identité, rendue possible par « la communauté de destin » qui lie les nations de l'Europe de l'ouest, devra notamment

se concrétiser dans l'élaboration d'une stratégie commune de défense, dont on peut dire que « dans les circonstances actuelles et à échéance prévisible », elle devra « continuer à se fonder sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles » puisque « l'élément nucléaire est le seul qui puisse confronter un agresseur éventuel à un risque inacceptable ».

Cependant, cette stratégie devra tenir compte des intérêts et des préoccupations légitimes de l'ensemble des Etats membres de l'Alliance, en ce compris l'Allemagne fédérale dont l'allergie au nucléaire n'est cependant pas propre à ce pays.

Cette doctrine commune de défense devra s'élaborer dans le cadre d'une doctrine embrassant l'ensemble des aspects de la sécurité, prise dans son acception la plus large possible. A cette doctrine, le rapport Harmel peut servir de fondement. Plus de 20 années après sa rédaction, ce rapport conserve toute son actualité et sa pertinence.

Défense et détente demeurent plus que jamais deux leviers qui, sans naïveté désarmante, ni paranoïa ultrasécuritaire, n'ont pas seulement pour but le relâchement des tensions.

En fait, Pierre Harmel le rappelait naguère, défense et détente font « partie d'un processus à long terme visant à améliorer les relations et à favoriser un règlement européen ». Et Pierre Harmel de préciser : « Ceux qui écrivaient ces phrases en 1967, pensaient à la mise en place d'un système régional de concertation permanent sur les matières reconnues d'intérêt commun à l'ensemble des pays de l'Europe entière, ... compétent pour la prévention des conflits et doté d'un pouvoir de négociation et d'arbitrage en cas de crise. »

Peut-être le temps n'est-il pas encore venu de faire une proposition de ce type aux pays participant à la Conférence de Vienne sur les suites de la conférence pour la sécurité et la confiance en Europe ?

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'établissement d'une sécurité pleine et entière en Europe passe par l'amélioration des relations entre les Etats des deux Europes dans un maximum de domaines : protection de l'environnement, lutte contre la drogue, échanges culturels, jumelage, rencontres et stages de jeunes, ... sont autant de créneaux où pourrait s'expérimenter le passage de la défense-détente à une entente, fondée sur le strict respect des droits de l'homme et de l'égalité entre Etats. Jean Monnet ne disait-il pas que s'il devait recommencer l'Europe, il commencerait par l'Europe de la Culture ?

A l'heure où, peut-être, nul n'a jamais été si près d'une normalisation des rapports entre les deux Europes, il serait peu judicieux de mettre sur pied une défense hypertechnologique qui laisserait le dernier mot à l'ordinateur.

L'exemple dramatique du missile ayant battu l'Airbus A 320, au-dessus du Golfe, devrait nous inciter à réfléchir davantage au risque né par l'autonomie sans cesse croissante accordée aux missiles et aux autres engins télégués. L'ordinateur n'a pas de conscience et encore moins d'âme.

Je ne suis pas une experte dans les domaines complexes que sont devenues la stratégie et la tactique à l'heure informatique, je laisse donc ces questions aux spécialistes.

Je tiens seulement à mettre en garde contre la mise en place de systèmes de défense de tir-sur-alerte. Et ce, surtout s'il s'agit de systèmes d'arme nucléaire.

On se souviendra, en effet, qu'étant donné le temps de réaction considérablement réduit que laissait aux Soviétiques le déploiement des *Pershing 2* en Europe, Moscou avait menacé de placer ses propres missiles sous le régime du tir-sur-alerte.

Il faut dire que le stationnement des *Pershing 2* sur le sol européen mettrait le territoire soviétique à 6 petites minutes de vol balistique des bases américaines en Europe.

Il est évident que le recours à la technique du tir-sur-alerte est susceptible d'entraîner de terribles conséquences pour tous les belligérants, dues non à une volonté délibérée mais à un simple accident ou à un enchaînement d'événements fortuits.

Pour Martin Heidegger, le déclin de la terre a commencé lorsque le *Cogito ergo sum* de Descartes a installé l'homme en maître au cœur de l'univers, qu'il a entrepris alors d'exploiter à son seul profit.

Observant la terre comme le prédateur scrute sa proie, l'homme, dit Heidegger, a provoqué le déclin de la terre dans le règne de la technique, conjugué au déclin de la pensée dans le triomphe de la systématisation rationnelle.

Dit autrement, pour Heidegger, l'homme, condamné à organiser sans relâche la production et la consommation n'est plus qu'une « bête de labeur... abandonnée au vertige de ses fabrications ». Pour lui, l'homme est condamné à errer à travers les déserts de la terre ravagée par la technique pour la technique.

Cette voix du désespoir a marqué avec — surtout d'autres — une certaine décadence collective.

Nul doute que le fait de confier la survie de l'humanité à la responsabilité de machines, si perfectionnées soient-elles, contribuerait à valider la pensée heideggérienne dont par ailleurs — et cela nous concerne au premier chef en tant qu'élus de la nation — on ne soulignera jamais assez qu'elle a toujours mis en doute la capacité de la démocratie à « répondre au défi de l'âge technique, c'est-à-dire non seulement aux machines et aux armes, mais encore à ce rapport au monde qui implique la domination sans fin et la dévastation de la terre ».

Nous refusons la technique pour la technique, mais nous croyons aux vertus de la démocratie sans renoncer pour autant à la dissuasion nucléaire qui nous apparaît comme demeurant, « dans les circonstances actuelles et à échéance prévisible », la seule garantie fiable du maintien de la paix en Europe.

C'est pourquoi nous plaçons afin que les choix des spécialistes se portent sur des systèmes d'armes dont la survie n'est pas liée à une utilisation précoce.

Nous pensons dès lors qu'il vaut mieux déployer des vecteurs nucléaires embarqués, soit dans les avions, soit dans des sous-marins, plutôt que dans des missiles basés à terre.

Mais c'est parce que nous croyons possible un développement harmonieux de l'humanité que nous plaçons en même temps pour une discussion et une négociation constantes avec l'autre, dans un espace de rencontre où le droit devra un jour régner afin que les conflits entre les parties soient réglés par des moyens spécifiques. C'est dans cet espace de discussion qu'il importe de brider les excès du moteur de la technique, j'ai nommé la recherche.

Certes, il apparaît difficile, sinon impossible, de contrôler les études et les recherches en laboratoire. Il faut, par contre, parvenir à des accords vérifiables qui limitent, voire interdisent, les essais extérieurs et en condition réelle de systèmes d'armes susceptibles de remettre en cause l'équilibre des forces. A cet égard, le traité ABM — *Anti Ballistic Missiles* — de 1972 montre la voie à suivre. Il est, en effet, indispensable de parvenir à la conclusion de traités de désarmement portant non sur des armements obsolètes ou en voie de l'être, mais prévenant la mise en service de nouveaux systèmes d'armes.

Maintenant plus que jamais, il appartient aux philosophes de construire des modes de pensée qui tiennent compte des critiques fondées, formulées par Heidegger, tout en évitant ses excès.

Le 3 juin 1988, Jean-Paul II lançait un appel, à la session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement. Il réclamait « un consensus autour des principes éthiques ainsi qu'une action internationale concertée », « une nouvelle philosophie des relations internationales... ». « La cause de la paix », rappelait-il, « requiert aujourd'hui en priorité, non pas un supplément de savoir stratégique ou technologique, mais un supplément de conscience et de force morale. »

A nous, il incombe de trouver des réponses adéquates au défi que nous lancent l'essor exponentiel de la technique et la défense

de l'Europe, en conformité avec le respect des valeurs qui sont les nôtres. Faisons donc en sorte que le Traité de Washington soit effectivement un premier pas dans cette direction.

Je voudrais inviter mes collègues à relire un de vos rapports, monsieur Tindemans. Il s'agit du rapport au Conseil européen sur l'Union européenne, en décembre 1975. Je n'ai malheureusement pas le temps d'en citer l'intégralité, mais je souhaiterais en prélever une phrase qui me semble particulièrement bien restituer le ton de l'ensemble : « L'Union européenne restera incomplète aussi longtemps qu'elle n'aura pas une politique de défense commune. »

J'en ai ainsi terminé avec les considérations que je désirais émettre à l'occasion de la discussion de ces rapports.

L'attitude du PSC a toujours été de favoriser les conditions et de prendre les décisions qui permettent d'assurer à tout moment, en tout point de l'Europe et pour chaque citoyen, un même degré de sécurité. Si celui-ci paraît pouvoir être assuré actuellement en réduisant les arsenaux nucléaires et conventionnels, le PSC s'en félicite et soutient le gouvernement dans ses initiatives, tout en nourrissant une confiance vigilante. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Swaelen.

De heer Swaelen. — Mijnheer de Voorzitter, algemeen wordt het groot belang erkend van het verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van socialistische sovjetrepublieken over de verwijdering van de middellange- en de kortere-afstandsraketten.

De Senaat bespreekt vandaag de goedkeuring van de twee internationale overeenkomsten die de inspectie over de naleving van dit verdrag op Belgisch grondgebied organiseren.

Toch hebben sommigen gepoogd het belang van dit INF-verdrag te relativiseren door erop te wijzen dat slechts ongeveer 3 pct. van het globale kernwapenarsenaal hierdoor wordt verwijderd. Dat is een van de vele aspecten van dit verdrag. Daaruit blijkt nog maar eens hoelang de weg is die nog moet worden afgelegd in de richting van verdere nucleaire ontwapening. Dit mag ons echter niet uit het oog doen verliezen dat dit verdrag voor het eerst, sedert vele jaren, een betekenisvol akkoord inhoudt over de ontmanteling en de radicale verwijdering van een volledige categorie van bijzonder gevaarlijke kernwapens.

Hiermede wordt een grote principiële stap gedaan in het zo moeilijke proces van de wapenbeheersing. Het verwezenlijkt op ondubbelzinnige wijze de zogenaamde dubbele nulloptie, een concept dat sommigen gedurende vele jaren voor louter demagogie hebben versleten en dat voor anderen een utopie leek.

Er worden trouwens in het verdrag een aantal concepten opgenomen die in latere ontwapeningsbesprekingen nuttig zullen zijn. Ik denk onder meer aan het principe van de asymmetrische wapenverminderingen dat nu voor het eerst wordt toegepast. Daarenboven wordt ook voor het eerst een bijzonder uitgebreid en doeltreffend stelsel van controle en van verificatie ingevoerd. Zo wordt een probleem opgelost dat tot nu toe een van de grootste struikelstenen was voor het sluiten van reële en geloofwaardige ontwapeningsakkoorden.

Dit verdrag zet een punt achter een hevige betwisting die de publieke opinie gedurende vele jaren heeft verdeeld en die bijzonder in Vlaanderen diepe sporen heeft nagelaten.

Voor ons, Vlaamse christen-democraten, heeft de goedkeuring van dit verdrag dan ook een bijzondere betekenis. Immers, de CVP is al die jaren het klankbord geweest van een verscheurend debat dat vele diepbewogen christelijke Vlamingen heeft beziggehouden.

Dat debat ging niet alleen over de verdediging van onze vrijheid, over ons lidmaatschap van de NAVO, maar het had

ook een ethische dimensie en handelde over de moraliteit van de bewapeningswedloop, over de moraliteit van een oorlog of zelfs van een verdediging met kernwapens.

Op het hoogtepunt van deze ware strijd « harten en geesten van de mensen » heb ik steeds beklemtoond « hoeveel belang de CVP steeds weer hechtte aan het hervatten van de ontwapeningsonderhandelingen te Genève en aan het scheppen van nieuwe kansen op succes voor deze cruciale besprekingen. Voor de CVP vormen deze onderhandelingen en de ontwapening die hieruit volgt een onmisbare pijler van het verdedigingsbeleid en trouwens ook van het Atlantisch Bondgenootschap zelf. Wie ons standpunt ten volle wil begrijpen, moet weten dat de vredesonderhandelingen voor ons de hoofdgedachte van het beleid blijven en het actief stimuleren van de ontwapeningsonderhandelingen een prioritaire opdracht voor de christen-democratische ministers en mandatarissen ».

Voor de CVP betekent het sluiten van dit INF-verdrag dan ook de verwezenlijking van een jarenlang politiek streven. Het vormt achteraf gezien de beste rechtvaardiging van ons standvastig politiek gedrag tijdens al die moeilijke jaren. Het is, naar ik hoop, de balsem die vele wonden uit die bittere strijd zal helen. Ik ga hier niet in op de vragen wie er als overwinnaar uit de strijd komt, wie er uiteindelijk gelijk heeft gehad of wie ten grondslag ligt aan het akkoord. Een polemiek over deze vragen heeft niet veel zin, maar ik hoop dat de objectieve geschiedenis van deze woelige periode toch in de nabije toekomst zal worden geschreven.

Vandaag wens ik slechts twee belangrijke conclusies te trekken. De eerste vaststelling is dat de methode van de geduldige onderhandelingen wel degelijk de goede is en belangrijke resultaten kan opleveren. Voor de CVP blijven dialoog en onderhandelingen het enige middel om conflicten op te lossen en om verdere stappen te doen op de weg van de wederzijdse en evenwichtige ontwapening.

Mijn tweede besluit is dat het INF-akkoord een belangrijke doorbraak betekent en bewijst dat zelfs bijzonder ingewikkelde overeenkomsten mogelijk zijn van zodra de politieke wil bestaat om ze te sluiten. Dit verdrag mag dan ook geen eenmalig feit zijn. Andere ontwapeningsovereenkomsten over andere wapens moeten worden nagestreefd en gesloten. Onze regering moet hiertoe actief bijdragen ofwel onrechtstreeks in multilateraal NAVO-verband ofwel rechtstreeks als ze zelf aan de onderhandelingen deelneemt. Ik denk hier aan de zeer belangrijke besprekingen op het gebied van de conventionele wapens.

Het verdrag dat we vandaag onrechtstreeks bespreken door de goedkeuring van de overeenkomst die de controle op Belgisch grondgebied mogelijk moet maken, is niet alleen een belangrijke prestatie die een punt zet achter tien jaar geschiedenis van ons veiligheidsbeleid, maar betekent tevens een uitgangspunt voor het toekomstig beleid van de Atlantische Alliantie en ook van onze eigen regering. Het regeerakkoord geeft zeer concreet onze opties aan voor de verdere ontwapeningsbesprekingen. Hierin wordt gesproken over de beperking van de strategische kernwapens. In radicale termen worden de chemische wapens absoluut afgewezen. Ook is een belangrijke passage gewijd aan een gevoelige asymmetrische vermindering van de conventionele wapens die zo spoedig mogelijk zou moeten worden gerealiseerd.

Voor de CVP vormen wapenbeheersing en ontwapening belangrijke onderdelen van een evenwichtig vredesbeleid. Ons land kan hiertoe een bescheiden maar doeltreffende bijdrage leveren. De grootste inspanning moet natuurlijk worden geleverd in het kader van het Atlantisch Bondgenootschap waar ons land de geest van de zo vaak geciteerde, maar niet altijd correct toegepaste Harmeldoctrine levend moet houden.

In dit verband moeten we met grote aandacht uitkijken naar het voorstel van « globaal NAVO-concept » inzake wapenbeheersing, dat tegen het najaar in het vooruitzicht wordt gesteld. Wij moeten dit document dan ook zorgvuldig bekijken en toetsen aan onze eigen principes en standpunten. Bij die principes hoort ongetwijfeld het verder terugdringen van de rol die

nucleaire wapens te vervullen hebben in de strategie van het Bondgenootschap. Zonder de NAVO-solidariteit te verbreken moeten wij ook oog hebben voor de Westduitse bekommernis betreffende de kortere-afstandsraketten en de slagveldwapens die destabiliserend werken, die de atoomdrempel gevoelig verlagen en die in de eerste plaats de Duitse bevolking rechtstreeks bedreigen.

Tenslotte dring ik nog eens aan op een open en grondige bespreking van wat de fundamenteën van de Europese pijler van de NAVO zou moeten uitmaken. Ik zei reeds dat we niet kunnen blijven beweren dat de Europese samenwerking ook op veiligheidsgebied onmisbaar is en dat de NAVO op een sterke eensgezinde Europese pijler moet kunnen rekenen, indien we tevens niet de grondvesten formuleren waarop deze consensus of deze samenwerking berusten. Er bestaan een aantal teksten en voorstellen die een basis van bespreking kunnen vormen. Zo is er onder meer het document van de Westeuropese Unie, dat echter nog niet in het Parlement werd besproken. Vergeten wij niet dat vooralsnog de eensgezindheid inzake veiligheids- en vredesproblematiek op Europees vlak niet zo evident is en dat er ook onder Europese partners ter zake uiteenlopende meningen en soms zelfs uiteenlopende belangen bestaan. Zo is de precieze rol van de Franse « force de frappe » en van het Britse kernslagwapen in het kader van de Alliantiestrategie niet altijd even duidelijk vermits zij in de eerste plaats uitgaan van het nationaal belang van die twee landen. Hoe reageren wij, Europeanen, op het steeds sterker aandringen van de Verenigde Staten op een rechtvaardiger *burden sharing*, nu de meeste Europese landen, en in het bijzonder België, hun begrotingstekort trachten te verminderen?

Deze vragen moet men in het debat over een gemeenschappelijk Europees verdedigingsprogramma of charter — zoals Premier Chirac dat indertijd noemde — openlijk kunnen bespreken en beantwoorden. Ik heb die vragen aangehaald om erop te wijzen dat het verdrag inzake de middellange-afstandswapens voor de strategie en het beleid van de NAVO nieuwe horizonten opent, maar tevens nieuwe problemen oproept. Het verdrag dat wij hier vandaag bespreken, verzwakt de NAVO in geen dele. Het doet integendeel het Sovjetrussisch evenwicht in een bepaalde categorie van wapens geheel verdwijnen, maar het opent ook de weg naar verdere drastische wapenbeheersing op andere vlakken en het schept een nieuwe strategische situatie voor ons bondgenootschap. Die nieuwe situatie correct ontleden en er de noodzakelijke praktische politieke gevolgen uit afleiden is de komende maanden de uitdaging zowel voor het Atlantisch bondgenootschap als voor ons eigen land, en dus ook voor de Senaat. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, het moet wel een voorrecht zijn om, zoals collega Péciaux, voor de Senaat verslag te mogen uitbrengen over de verwijdering van de middellange- en kortere-afstandsraketten uit Europa. Het is een uitzonderlijk feit, een historische gebeurtenis en de aankondiging van nieuwe etappes in de strijd voor vrede en ontwapening. Het heeft vandaag minder belang te weten of deze overeenkomst te danken is aan de herhaalde betogingen tegen de plaatsing van raketten door miljoenen in Oost- en West-Europa, of aan de rol van de machthebbers binnen de NAVO.

Het is al evenzeer minder belangrijk te besluiten dat dit te danken zou zijn aan de halsstarrigheid waarmee sommige haviken zich hebben vastgeklampt aan het waanbeeld van veiligheid door nog meer nucleaire afschrikking. Het gewijzigde klimaat tussen de beide grootmachten is in zeer belangrijke mate te danken aan het staatsmanschap van partijleider Gorbatsjov. Dezelfden die zich gemakkelijk voelden met figuren als Stalin, Bresnev — psychisch en mentaal het gedroomde beeld van leiders uit het Rijk van het Kwaad — moeten vandaag ervaren en toegeven dat zich in de Sovjetmaatschappij een politieke en maatschappelijke evolutie voltrekt waarmee zij eigenlijk moeilijk kunnen omspringen.

Dit is niet alleen het geval voor de binnenlandse sociale en economische omwenteling, die zich onder onze ogen voltrekt, het is ook het geval voor de buitenlandse politiek, waar op alle fronten een doordringend offensief wordt gevoerd vanuit het Kremlin. Naar de eeuwwisseling toe is dit allicht een van de belangrijkste evenementen, tweehonderd jaar na de Franse Revolutie en meer dan zeventig jaar na de Oktoberrevolutie. De gewone man ervaart dit alles op een andere wijze dan de politicus of de diplomaat. Voor hem is de figuur van partijleider Gorbatsjov een der grootste staatslieden, zonet de grootste staatsman van het einde van deze eeuw. De vraag waarvoor partijleider Gorbatsjov de wereld en de socialistische landen heeft gesteld, is immers de vraag die de man in de straat sinds vele jaren stelde en die miljoenen jongeren in Oost en West bezighoudt.

Het is de vraag of de twee groten, maar niet zij alleen, steeds meer kunnen blijven betalen aan bewapening om hun machtshonger te stillen. Wanneer de groten deze vraag voor het eerst hebben gesteld, moeten zij in de eerste plaats voor zichzelf uitmaken. Het was alleszins het eerste wat partijleider Gorbatsjov zich bij zijn aantreden heeft afgevraagd, zoals blijkt uit zijn toespraken en geschriften.

De beide grootmachten hebben sinds het uitbreken van de koude oorlog miljarden en nog eens miljarden dollars en evenveel roebels besteed aan steeds gesofistikeerder en steeds krachtiger wapens. Zij veroorloofden zichzelf ten koste van de verarming van hun eigen bevolking, en meer nog van deze van de derde wereld, een militair potentieel op te bouwen dat beantwoordde aan een prestigieslag, namelijk het vermogen om de denkbeeldige tegenstander twee-, twintig- of tweehonderdmaal te kunnen uitschakelen. Deze krankzinnige wedloop is nog niet ten einde, maar heeft een dubbele deuk gekregen, enerzijds door de opeenvolgende voorstellen van de Sovjetunie, anderzijds doordat ook in het Witte Huis en misschien zelfs binnen het Pentagon de overtuiging veld won, dat er zonet een einde, dan toch een beperking moest komen van de waanzinnige bewapeningswedloop.

Het INF-verdrag is de eerste en bescheiden verwoording van deze zucht naar wapenbeperking vanwege een aantal haviken, en van de miljoenvoudige roep om ontwapening uit de breedste lagen van de bevolking in de hele wereld, van politici, diplomaten, wetenschappers, artsen, religieuzen, kortom van al degenen die om het nageslacht zijn bekommerd. Zij die over verdere bewapening moeten beslissen, zijn overigens tot de slotsom gekomen dat hun middelen niet langer onbeperkt zijn.

De al te zware budgettaire en economische lasten verplichten hen tot wat zij in hun jargon zijn gaan noemen « the agonizing reappraisal » — de verscheurende herziening.

Na de ondertekening van het INF-verdrag bleef er voor de president van de Verenigde Staten, niet veel meer over dan toe te geven dat hij zijn aardsviand anders moest gaan beoordelen, dat hij er anders over en mee zou moeten praten en dat hij er andere relaties mee zou moeten gaan onderhouden.

Zelfs de ijzeren dame uit het Verenigd Koninkrijk moest toegeven dat er een en ander gaande was in Oost-Europa en in de wereld, onder impuls van partijleider Gorbatsjov. Zo konden wij overigens uit de mond van President Reagan vernemen dat een akkoord over het halveren van het strategische kernarsenaal binnen bereik lag. Wij zouden President Reagan tientallen keren kunnen citeren, waarbij hij zei — ik vat samen — dat een nieuwe historische fase is aangebroken, een periode van diepgaande wijzigingen in de Sovjetunie.

Aan een Sovjetjournalist zegde hij dat hij de Sovjetunie niet langer beschouwde als het Rijk van het Kwaad. Koude oorlogsapostelen als Brzinski krijgen lik op stuk. Het rommelt dus kennelijk in het Witte Huis, in het Pentagon en rondom de *Secretary of State* evenzeer als in het Kremlin.

In de geest van hun meest dynamische en inspiratierijke staatsmannen en denkers, zijn de beide grootmachten kennelijk tot de slotsom gekomen dat hun vermeende almacht wel grenzen heeft, en dat deze grenzen niet alleen van economische en

budgettaire aard zijn, maar ook van militaire, commerciële, wetenschappelijke en culturele aard. De beide grootmachten hebben ondervonden dat zij inzake militaire, strategische en imperialistische streefdoelen de grenzen van hun mogelijkheden hebben overschreden. Kissinger en Vance zegden het duidelijk: « Ondanks onze militaire overmacht, wordt onze mogelijkheid om de wereld naar onze hand te zetten steeds kleiner » en verder: « wij hebben niet langer de financiële middelen om eigenmachtig op de internationale scene op te treden, zoals wij dat konden na de tweede wereldoorlog ».

Om uit de economische miserie te geraken is het bijgevolg niet langer een idealistische droom van naïeve jeugdige manifestanten om te streven naar een nieuwe wereldorde. De ontwikkeling van de wereld, vooral met het oog op de derde en op de vierde wereld, zal grote offers vergen, andere dan drastische besparingen op budgetten van onderwijs, cultuur, gezondheid, of vertraging van de groei van onze levensstandaard.

Als wij niet kortdaar verder gaan op de weg van de ontwapening, zullen onze nazaten de tol betalen van onze onachtzaamheid. Het is de uitdrukkelijke wens van partijleider Gorbatsjov zijn militaire uitgaven in te krimpen ten voordele van zijn economische expansie. Zonder een veranderd gebruik van financiële, menselijke en technische middelen is zijn politiek tot mislukking gedoemd. Maar dit is ook voor het herstel van de Westeuropese economie een imperatief, en indirect dus ook voor meer rechtvaardigheid in de derde en vierde wereld.

Dit is de fundamentele reden waarom ontwapening geen ijdel begrip meer is, maar een harde noodzaak. De Sovjetdenkers weten dat zij, zonder deze ommekeer, zullen worden gekortwiek als wereldnatie op economisch en industrieel vlak, en dat zij gevaar lopen achterop te geraken, in plaats van zich te ontwikkelen. Dit is ook de diepere reden voor Gorbatsjov's dubbel offensief, op binnenlands en op wereldvlak en voornamelijk op West-Europees vlak. Daarom moet dit INF-verdrag gevolgd worden door nieuwe verdragen, zoals Kissinger en Vance voorstelden, ook op het gebied van conventionele bewapening. Maar waarom stelt men daarbij enkel vragen over de gezondheid van de Sovjet-economie?

Waarom gaat men voorbij aan de grote budgettaire, economische en sociale problemen in de Verenigde Staten en in West-Europa? Uit opiniepeilingen in de Verenigde Staten blijkt dat een grote meerderheid van de Amerikanen zich meer zorgen maakt over de economische crisis dan over de verzwakking van de militaire macht van hun wereldnatie.

Europees parlamentslid Bertie Croux heeft in een recent interview bevestigd dat de Sovjetunie openhartig integratie in de wereld-economie en nauwe samenwerking op Europees niveau wenst en nodig heeft. Ook hier klinken nieuwe geluiden, die geleid hebben tot een overeenkomst tussen de EEG en de Comecon, en tussen de EEG en een aantal socialistische Staten.

De convertibiliteit van de roebel wordt in het vooruitzicht gesteld, alsmede aansluiting van de USSR bij de GATT. Zonder een betekenisvolle inkrimping van de militaire uitgaven is de politiek van partijleider Gorbatsjov geen haalbare kaart. Elk nieuw voorstel van de Sovjetunie inzake ontwapening is een nieuwe stap naar meer *glasnost* en meer *perestrojka*, als het signaal in het Westen wordt begrepen en wordt beantwoord. Het is betreurenswaardig dat President Reagan, volgens *Newsweek*, door het Pentagon wordt afgeremd om het akkoord over strategische kernwapens te sluiten en dat reeds een half jaar verloren is gegaan omdat het Pentagon zes maanden lang heeft verwaarloosd een duidelijk voorstel te formuleren voor de controle van het project van de op de grond gestationeerde raketten en van de methode om de op vliegtuigen geplaatste kruisraketten af te tellen.

Tenslotte is het nog lang niet duidelijk wat er tussen de twee groten in Moskou werd besproken inzake wapenleveringen aan de bondgenoten en aan de derde-wereldlanden, al dan niet in een gewapend conflict betrokken.

Sinds 1945 zijn ten minste 20 miljoen mensen omgekomen in wat met een eufemisme regionale of lokale conflicten wordt

genoemd. Er moet dus dringend werk worden gemaakt van overeenkomsten, die de vier procent nucleaire ontwapening ingevolge het INF-verdrag ver overstijgen.

De halvering van de strategische kernbewapening zou de Verenigde Staten voor 6 miljard dollar militaire uitgaven kunnen doen besparen. Indien de overblijvende raketten niet worden gemoderniseerd, zou dit een bijkomende besparing van 40 miljard dollar medebrengen. Volgens de Amerikaanse ontwapeningsspecialist en professor te Harvard, William Kufmann, zou er op het militaire vijfjarenplan van Weinberger 367 miljard dollar op een totaal van 1577 miljard dollar kunnen worden bespaard, zonder het defensiepotentieel in gevaar te brengen. Zelfs de opvolger van Weinberger, Carlucci, stelde een besparing van 330 miljard dollar voor. Deze cijfers komen uit *Foreign Affairs*, toch geen satirisch weekblad, dat schreef dat de bewapeningswedloop onder Reagan en vóór Gorbatsjov, «krankzinnig was, een niet te noemen geldverspilling». Het blad pleit voor een doeltreffender en een goedkoper verdedigingsbeleid, en het wijst erop dat dit zou bijdragen tot het economische herstel en het budgettaire evenwicht, allereerst in de Verenigde Staten.

Deze vaststellingen komen niet uit de mond van socialistische economen, noch van Sovjetideologen uit de school van partijleider Gorbatsjov. Het is het nieuwe economische denken dat doordringt in de Verenigde Staten. Het is zeer ver verwijderd van de koude-oorlogeconomen uit de eerste jaren van het op zijn einde lopend Reagan-tijdperk.

In de regeringsverklaring staan een aantal imperatieven die in deze richting gaan. Mijnheer de minister, uzelf hebt ze opgesomd in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en daarnet in uw uitstekend betoog. Het volstaat niet dat deze nieuwe denkbeelden worden opgesomd in een regeerakkoord, of voorgelezen in een regeringsverklaring. Men moet er wat voor doen. U hebt een zware verantwoordelijkheid en een dringende opdracht als minister van Buitenlandse Betrekkingen van een klein land met grote mogelijkheden. Kissinger en Vance hebben hun prioriteit bekendgemaakt, namelijk dringend onderhandelen over een vermindering van de conventionele bewapening in Europa. De Sovjetunie doet ter zake voorstellen, waaraan België gevolg zou moeten geven. Wij kunnen echter ook eigen voorstellen formuleren, in de Alliantie of de Westeuropese Unie. Toen u vorige week in de Senaat verklaarde dat thans, en ik beklemtoonde dit woord, dat thans niet over een kernwapenvrije zone kan worden gepraat, heb ik daarop ingepikt door te zeggen dat er tien jaar geleden ook niet over een INF-verdrag kon worden gepraat.

Wij zullen met geestdrift de beide verdragen goedkeuren. Zij zijn echter geen eindpunt, maar een nieuw vertrekpunt. Het zal nu moeten worden bewezen dat geleidelijke en gecontroleerde ontwapening geen droom is van jonge activisten, maar een element van *Realpolitik*. Dertig jaar lang heb ik, met vele duizenden, zoniet met miljoenen in de hele wereld, vergaderd, gepraat, betoogd en met petitie de deuren platgelopen. Er kwamen veel ontgoochelingen bij te pas, maar er was ook veel hoop en verwachting. Nu wordt een beetje hoop vervuld, maar wij hebben nog veel verwachtingen.

Toen wij met een half miljoen betogers door Brussel liepen, samen met miljoenen in Oost en West, en ook op andere continenten, wisten wij dat het gezond verstand ooit zou zegevieren, al was het maar om economische en budgettaire imperatieven. Het uur van de waarheid is kennelijk aangebroken. Nu moeten wij samen vooruit: realisten en idealisten. Er is nauwelijks vier procent van de weg van de nucleaire ontwapening afgelegd. De hele weg naar chemische, binaire en bacteriologische ontwapening ligt nog voor ons. Inzake conventionele ontwapening zijn de besprekingen amper begonnen. Wij hebben dus nog veel werk te verrichten, en met wij bedoel ik de Europeanen uit het Westen, samen met die uit het Oosten.

Een naar binnen gekeerde Europese Gemeenschap is geen alternatief voor de huidige veiligheidspositie. Geen Staat, geen Statengroep, geen alliantie kan nog langer veilig zijn tegen een andere in. Vrede en veiligheid kunnen nog slechts gegarandeerd worden door samenwerking, versterkt wederzijds vertrouwen,

diplomatieke initiatieven, kortom dialoog over de intereuropese grenzen heen. De technologische evolutie heeft immers de wereld veranderd. In het nucleaire tijdperk zijn er geen winnaars of verliezers meer. West- en Oost-Europa kunnen tegen deze achtergrond slechts partners zijn. De huidige doctrine, die in hoofdzaak gebaseerd is op afschrikking, moet de plaats ruimen voor nieuwe politieke inspiratie, de gemeenschappelijke veiligheid.

Enkel op deze manier kan Europa veiliger zijn met minder wapens, tegen een betaalbare prijs.

Door de interne samenwerking te versterken kan de Europese Gemeenschap haar verantwoordelijkheid opnemen om meer dan vroeger haar lot in eigen handen te nemen. Dit houdt in dat Europa een plaats moet afdwingen aan de onderhandelings-tafel en er een inbreng moet hebben die direct aansluit bij de eigen specifieke veiligheidsbelangen. Deze zijn het voorkomen van oorlog door ontspanning, wapenbeheersing en ontwapening, en door het wekken van vertrouwen.

De tweede politieke fase moet worden geplaatst tegen de achtergrond van de recente ontwikkelingen in Oost-Europa en de onderhandelingen kunnen niet worden gevoerd door de Bondsrepubliek alleen. De samenwerking met Oost-Europa moet worden verruimd tot politieke, economische, culturele samenwerking en overleg over het leefmilieu. Het EEG-Comecon-protocol is een basis voor gedifferentieerde relaties met de landen van Oost-Europa. Het versterken van de economische banden met deze landen en het opvoeren van het handelsvolume is niet enkel bevorderlijk voor de ontspanning, maar levert bovendien arbeidsplaatsen op. Wanneer de Oosteuropese landen zelf de nodige inspanningen opbrengen, kan Oost-Europa uitgroeien tot een aanzienlijke exportmarkt voor West-Europa. Het voortzetten en het verhoogde succes van de economische hervormingspolitiek in Oost-Europa is in het belang van West-Europa en dient te worden aangemoedigd.

Het INF-verdrag van 8 december 1987 betekent dus een grote stap vooruit voor de vrede en de veiligheid in Europa. Er werd niet enkel een overeenkomst bereikt over de eliminatie van een hele categorie te land opgestelde nucleaire wapens. Er was bovendien een aanzienlijke doorbraak op het vlak van de verificatie.

Dit is op zijn minst even belangrijk als de vermindering van het aantal raketten.

De dynamiek die door dit verdrag op gang is gebracht, mag niet verloren gaan. De uiteindelijke waarde van het verdrag zal afhangen van wat erop volgt, dit wil zeggen van verdere drastische reducties van strategische, middellange en korte-afstand nucleaire wapens, van conventionele wapensystemen en van het naleven van het ABM-verdrag volgens de strikte interpretatie. Gezien de hoge concentratie aan militaire vuurkracht en personeel in ons werelddeel draagt Europa hier een specifieke verantwoordelijkheid.

Europese conventionele ontwapening dient gebaseerd te zijn op het principe van stabiliteit op een laag niveau zowel qua troepensterkte als bewapening. Een dergelijke aanpak is in het wederzijds gemeenschappelijk belang van Oost- en West-Europa. De bestaande asymmetrieën en onevenwichten dienen opgeheven te worden, niet door bijkomende compensaties maar door drastische reducties, bijvoorbeeld in een eerste fase tot de helft van wat de zwakste zijde in elke sector nu opstelt. De vermindering van het aantal offensieve wapens, zoals tanks, artillerie, gevechtsvliegtuigen, raketten en gevechtshelicopters en de *dual capable* systemen, die zowel voor conventionele als voor nucleaire afschrikking bruikbaar zijn, is hier een prioriteit.

Overleg over de wederzijdse militaire doctrines dient te worden aangevat. Het doel van dit overleg is een wederzijdse herziening van de militaire doctrines en strategieën in de zin van niet-offensieve defensie en de structurele afwezigheid van een aanvalsmogelijkheid. Als eerste stap dient de afwezigheid van de mogelijkheid tot een verrassingsaanval of een aanval in de diepte structureel te worden gewaarborgd. Alle Europese Staten, de 23 leden van een alliantie en de neutrale en niet-

gebonden landen, dienen volwaardig deel te nemen aan de CSCE-onderhandelingen die het Europa van de Atlantische Oceaan tot de Oeral als geografisch kader moeten hebben.

Het sluiten van een verdrag over een wereldwijd verbod op de aanmaak van chemische, binaire en bacteriologische wapens en de eliminatie van de bestaande stocks is noodzakelijk. Op zeer korte termijn dient een Europese zone, waartoe ook het Belgisch grondgebied behoort, vrij van soortgelijke wapens, te worden opgemaakt.

Parallel met, maar niet rechtstreeks gekoppeld aan, de onderhandelingen over conventionele stabiliteit in Europa dient te worden onderhandeld over de beperking en de verwijdering van alle tactische kernwapens en nucleaire wapens voor het slagveld. Het doel voor de jaren 1990 moet erin bestaan alle kernwapens te verwijderen van het grondgebied van de Staten die er zelf geen bezitten.

Het akkoord over de eliminatie van de te land opgestelde middellange afstandswapens mag en kan niet als argument worden gebruikt voor de opwaardering of voor de vervanging van de kernwapens voor een kortere afstand. Dit betekent dat noch de Lance noch de artillerieprojectielen kunnen worden «gemoderniseerd». Enkel op die manier zijn er kansen voor de onderhandelingen.

Dit zijn een aantal gedachten bij deze gelegenheid, die wij zullen uitdiepen wanneer de begroting van Buitenlandse Betrekkingen wordt behandeld. Wij hebben nog andere taken te vervullen dan de Staat te hervormen en het land uit de economische en budgettaire moeilijkheden te halen.

Het laatste decennium van deze eeuw moet leiden naar een beloftevolle eeuwwisseling. Wij moeten daar samen voor ijveren, ieder met zijn eigen verantwoordelijkheid, op het vlak van de regeringen en van de parlementen, maar ook buiten het parlement, in de massabewegingen, in de partijen, de vakbonden, de jeugd-, vrouwen- en gezinsbewegingen. Het INF-verdrag is een overwinning van het gezond verstand en van de vredesbeweging, van het gezond verstand van de staatslieden en de geestdrift van miljoenen die een einde wilden maken aan de waanzin van de nucleaire wapeningswedloop.

Nu wachten ons nieuwe uitdagingen. Het is een van de meest verheven opdrachten voor politici, ten voordele van de huidige en volgende generaties, ervoor te zorgen dat er nooit nog oorlog komt in het hart van Europa en dat elders in de wereld ontwikkeling mogelijk wordt door ontwapening. Enkel ontwapening kan ontwikkeling tot stand brengen en enkel ontwikkeling kan een stabiele vreedzame wereldorde aankondigen voor de volgende geslachten. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Belder.

De heer De Belder. — Mijnheer de Voorzitter, de omvang van de literatuur gewijd aan de betekenis van het INF-verdrag duidt er ongetwijfeld op dat de hele mensheid snakt naar ontspanning. De INF-overeenkomst heeft zowel voor degenen die haar verdedigen als voor degenen die haar relativeren, een historische betekenis in het proces dat van wapeningswedloop over ontspanning is geëvolueerd naar wapenbeheersing en uiteindelijk naar ontwapening.

Ook de Volksunie die in oktober 1987 voor een «Actief vredesbeleid» heeft gekozen, meent dat dit akkoord precedenten inhoudt die de hoop op verdere ontspanning wettigen en de kans op initiatieven onzerzijds doen toenemen.

Als gemandateerd spreker van mijn fractie zou ik graag de volgende vijf punten willen verduidelijken.

Ten eerste is het van belang dat de volksvertegenwoordiging de gelegenheid krijgt om zich tijdig over de evolutie uit te spreken. Ik herhaal dat wij de minister dankbaar zijn voor de informatie die hij ons onlangs heeft gegeven over de totstandkoming van het INF-verdrag. Voortaan moeten onze besprekingen echter gaan in de richting van de opties die ons land — «binnen en buiten de NAVO-alliantie», zoals de regeringsverklaring

bepaalt — voor de toekomst meent de ontwaren. Als het waar is wat de minister vanmorgen nog heeft gezegd, namelijk dat wij op de drempel staan van een heel nieuwe era, dan is een toekomstgericht perspectief in onze debatten dringend en noodzakelijk.

Ten tweede stel ik vast dat wij met het onderhavig wetsontwerp geen moeilijkheden hebben. Ik sluit mij namens de Volksunie graag aan bij het uitstekend verslag van de rapporteur. Ook dank ik de minister voor zijn uiteenzetting. Daarin is hij op de actualiteit ingegaan, onder meer op de voorstellen die Gorbatsjov van de week in Polen heeft gedaan en op de demarches van de minister inzake de zetel van de Westeuropese Unie, waarover ik hem onlangs een parlementaire vraag heb gesteld en waarin wij hem steunen.

Ten derde wordt de behoefte aan een duidelijk Europees perspectief inzake veiligheidspolitiek en defensiebeleid steeds sterker. Dit heeft waarschijnlijk minder met «1992» te maken, dan met de technische *fall-out* van het INF-verdrag zelf. Zolang wij in Europa niet bereid zijn om een echt Europees veiligheids- en defensiebeleid te voeren met alle noodzakelijke gevolgen vandien, zolang bijvoorbeeld de Britten of de Fransen niet automatisch bereid zijn de militaire verdediging op zich te nemen van bijvoorbeeld Griekenland, Denemarken of zelfs van Ierland, zolang wij het in Europa normaal blijven vinden dat op gelijk welk ogenblik de *Texas milkman* kan worden gemobiliseerd om de oceaan over te steken ter verdediging van Berlijn, Brussel of Antwerpen, dan kan men het Europees integratieperspectief niet werkelijk *au sérieux* nemen. Mijnheer de minister, hetzelfde staat, in andere bewoordingen, te lezen in uw Europees verslag van 1975.

Dit staat met nog andere woorden te lezen in Mia Doornaerts' «Uitkijk» in *De Standaard* van 12 juli 1988. Zij citeert, ten bewijze van wat ik daarnet zegde, de meest recente verklaringen van de directeur van het Internationaal Instituut voor Strategische Studies in de *Times*. Zij verwijst ook naar het artikel van de democratische senator Sam Nunn in de *Herald Tribune* van 11 juli jongstleden, waarin geconcludeerd wordt dat de Europese bondgenoten zelf meer aan conventionele wapens moeten uitgeven of anders aan hun bevolking het «onverklaarbare» moeten uitleggen, namelijk dat West-Europa niet kan worden verdedigd zonder in een conflict van bij de aanvang atoomwapens in te zetten.

Ik verwijs in dit verband ook naar de zeer volledige en precieze analyse van mevrouw de voorzitter van de Senaatscommissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, enerzijds over de rol van de Europese instellingen na de Europese akte, en anderzijds, over de bilaterale en multilaterale inspanningen in Europees verband om te komen tot deze Europese veiligheid en defensie. Ook de voorzitter van de CVP heeft daarnet erop gewezen hoe moeilijk een Europees verdedigingsprogramma (WEU) tot stand komt.

Hetzelfde las ik bovendien in *Foreign Affairs* onder de titel «Defending Post INF Europe» waar het rapport beschreven wordt dat door de *Commission on Integrated Long-Term Strategy* werd opgesteld ter attentie van USA president Reagan onder meer door Kissinger en Zbigniew Brzezinski.

Ook de commentaar van Helmut Schmidt daarop is interessant en gaat in dezelfde richting.

Ten vierde heeft de minister in de commissie en vanochtend tijdens zijn inleidende uiteenzetting gerefereerd aan de onderhandelingen van de «23» te Wenen. Deze zijn inderdaad zeer belangrijk voor die Europese dimensie. Vanuit het Oostblok worden de onderhandelingen nogal positief ingeschat en ook de minister zelf zegde dat de verwachtingen nogal goed zijn.

Het is altijd de thesise van de Volksunie geweest dat de resultaten van de Conferentie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa globaal gezien evenwichtig moesten zijn, dit wil zeggen dat in de drie korven tegelijkertijd voortuigang moet worden geboekt. Er kunnen, bijvoorbeeld, slechts akkoorden tot stand komen in de korf van de militair-politieke onderhandelingen, indien er tegelijkertijd gunstige resultaten zijn in de korf

van de economische betrekkingen en vooral in die van de mensenrechten. Deze globaliteit is, vanuit het Westen gezien, de enige waarborg dat het Helsinki-proces op het stuk van de mensenrechten niet zou achterop geraken. Ondanks alle *perestroïka* en *glasnost* is er vooral op dat terrein nog niet voldoende verandering te ontwaren. Het gevaar zit er dus in dat wij op militair-politiek vlak een meer ontspannen relatie ontwikkelen met onze Oosteuropese partners in «ons beider Europees huis», terwijl in het onmenselijke karakter van het sovjetsysteem niet de minste wijziging komt. Wij rekenen erop dat de minister van Buitenlandse Betrekkingen daarop met aandacht zal toezien.

Ten vijfde, mijnheer de Voorzitter, heb ik nog één kritische noot in verband met het probleem van de controle van het INF-Verdrag in het algemeen. De verificatieprocedure die in dit wetsontwerp wordt uitgestippeld, is niet waterdicht, omdat de inspecties beperkt blijven tot de objecten, opgenomen in het zogenaamde *Memorandum of Understanding*, dat deel uitmaakt van het INF-akkoord. Dit komt neer op het probleem van de INF-replacements, die een nieuwe spiraal in de bewapeningswedloop zouden kunnen veroorzaken. Zo kregen wij reeds de Deense reactie tegen SLCM's op duikboten die Denemarken zouden aandoen. Ik verwijs ter zake ook naar het voorstel van resolutie dat in ons eigen Parlement werd ingediend en dat hetzelfde probleem zal behandelen met betrekking tot Zeebrugge.

Het psychologisch effect van de eliminatie van slechts 3 pct. van de nucleaire wapens is enorm. Wanneer de publieke opinie echter vaststelt, zoals ook SP-fractie leider Wyninckx vreesde, dat de weggenomen kernkoppen of -motoren opnieuw zullen worden gebruikt in superbommenwerpers of nucleaire duikboten, dan rijst het probleem van de geloofwaardigheid van de supermachten en van ons eigen «globaal veiligheidsconcept», waaraan de NAVO-experts op het ogenblik vlijtig werken en dat wij met grote belangstelling tegen het eind van het jaar tegemoet zien. Het zijn dus niet alleen de vredesbewegingen die het Russische spreekwoord dat door de heer Tindemans werd geciteerd, zouden moeten van buiten leren: «Hebt vertrouwen, maar laat niet na toch maar te verifiëren.» (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, eerst wil ik mij verontschuldigen omdat ik niet naar de andere sprekers in dit debat heb kunnen luisteren. Ik meen echter dat ik een aanvaardbare parlementaire reden heb. Men kan immers niet op twee plaatsen tegelijkertijd zijn. Het was dus onmogelijk voor degenen die in de bijzondere commissie moesten aanwezig zijn, hier de discussie te volgen. Ik vind het echt een gebrek aan interesse voor het parlementaire debat als men niet aanwezig is op het moment dat andere sprekers het woord voeren over hetzelfde thema. Maar ik heb in dit geval een echt excuus.

Ik breek uiteraard geen potten wanneer ik zeg dat ik mij kan aansluiten bij wat enkele andere sprekers hebben gezegd. Zij zullen al wel hebben beklemtoond in welke mate de akkoorden waarover wij ons hier moeten uitspreken een historische betekenis hebben. Het is niet omdat het uiteindelijk gaat over maar drie pct. van de kernwapens die in de wereld aanwezig zijn, dat aan het historische belang van de overeenkomsten afbreuk moet worden gedaan. Het is de allereerste keer dat het aantal kernwapens na overleg, reëel wordt verminderd. Het inschrompen van het beschikbare potentieel is een belangrijk historisch gebeuren en heeft een veel verdergaande betekenis dan alleen maar het verwijderen van de middellange afstands-raketten waarover het hier gaat. Het is evident dat wanneer dit lukt, er een beweging wordt op gang gebracht waardoor het mogelijk wordt de Oost-West-verhoudingen, ook op het vlak van de veiligheid, in een andere context te benaderen. In die zin is het ook belangrijk dat de uitvoering van de overeenkomsten in de best mogelijke omstandigheden kan verlopen omdat dit een keerpunt kan betekenen in de Oost-West-verhoudingen inzake het met elkaar omgaan op het vlak van de veiligheid.

Het zal ongetwijfeld een *testcase* worden die een licht werpt op de aan de gang zijnde besprekingen over de halvering van de strategische wapens. Wat wij hier vandaag goedkeuren, ten minste wat de gevolgen voor België van dit akkoord betreft, zal duidelijk zijn invloed hebben op een verdergaand proces van ontwapening, niet alleen op het vlak van kernwapens maar ook op andere terreinen.

Men mag namelijk niet uit het oog verliezen dat de bespreking aangaande de halvering van de strategische kernwapens voor een stuk afbreuk doet aan een element dat in de militaire doctrine van de twee grootmachten predominant aanwezig was, namelijk het fameuze *mutual assured destruction*. Dat was de basis van de militaire doctrine van de grootmachten. Als men dit doel als dusdanig niet meer begerenswaardig vindt en men het zo niet meer wil formuleren, dan zal dat gevolgen hebben op het gebied van het militair strategisch denken. In die zin gaat het welslagen van wat hier vandaag ter discussie ligt, veel verder dan de drie procent van de wapens waarom het materialiter om te doen is.

Ik wil bevestigen wat wij in de Kamer van volksvertegenwoordigers en ook in de commissie als groene fractie hebben gezegd, namelijk dat voor ons dit akkoord maar zijn volle betekenis kan krijgen in de mate dat het een uitgangspunt kan zijn op de lange weg om de veiligheid op een andere manier te garanderen dan door wapens die zo gevaarlijk zijn dat ze zich uiteindelijk richten tegen de bevolkingen om wie het gaat. Wij willen geen afbreuk doen aan de betekenis van de overeenkomsten, maar wel duidelijk aantonen dat het voor ons niet gedaan is, dat het veiligheidsprobleem niet van de baan is dank zij het sluiten van die akkoorden.

Wij blijven erop aandringen dat verdergaande stappen op de weg van de ontwapening worden nagegaan en dat België daarin een zeer actieve rol speelt, niet alleen op het vlak van de kernwapens maar ook inzake het dossier van de chemische wapens.

Wij leggen er de nadruk op dat het verdwijnen van deze bepaalde categorie wapens niet zonder meer mag worden opgevangen door bijvoorbeeld de kernkoppen die zullen worden verwijderd, aan te brengen op duikboten of op andere soorten raketten die na omvorming, op hun beurt, kernkoppen kunnen dragen.

Wij moeten er wel degelijk op toezien dat het geen verschuivingsmaneuver wordt, maar dat het echt beantwoordt aan de oorspronkelijke bedoeling, namelijk uiteindelijk overgaan tot een eerste reële reductie. Het zal van ons, parlementsleden, en van ons land veel aandacht vragen om na te gaan of de zaken in de goede richting evolueren.

In het tweede deel van mijn betoog wil ik nog even stilstaan bij het eigenaardig feit dat wij ons hier als parlement moeten uitspreken over de controle op de ontmanteling van raketten, terwijl het Parlement als dusdanig geen reële inspraak heeft gehad bij de plaatsing van die raketten. Dit debat biedt de gelegenheid om uiteindelijk meer te weten te komen over de overeenkomst die moet bestaan tussen België en de Verenigde Staten. Mijnheer de minister, wij zouden het op prijs stellen indien u naar aanleiding van dit debat meer informatie zou verstrekken over de preciese voorwaarden waaronder de raketten in België zijn opgesteld. Het is voor het Parlement cruciaal te weten aan welke verdragen België zich met het buitenland bindt. Wat was het karakter van de overeenkomst tussen België en de Verenigde Staten? Ging het over een echt protocol of werd een pakket uitvoeringsbesluiten uitgewisseld? Wat werd daarin precies gestipuleerd? Wie was bevoegd om de tuigen af te schieten? Hoe werd de beveiliging van die wapensystemen bewaakt? Welke communicatiestructuren werden in geval van conflict afgesproken, welke codes, welke bepalingen inzake transport en oefeningen? Het lijkt mij niet te vroeg op het moment dat die tuigen hier gedemonteerd worden, daarover als Parlement een duidelijk antwoord te krijgen. In een buurland, namelijk Nederland, werd de tekst van het ontwerp van verdrag tussen Nederland en de Verenigde Staten aan alle parlementsleden ter beschikking gesteld, zij hebben daar

du van A tot Z kennis van kunnen nemen en de goedkeuring ervan moest ook in het Parlement plaatsvinden. Het lijkt mij noodzakelijk dat wij de doorzichtigheid van het veiligheidsbeleid die meer en meer een politieke revendicatie is van een brede volksbeweging in ons land naar aanleiding van dit dossier mee helpen opbouwen. Daarom vind ik het zeer belangrijk hierover antwoord te krijgen.

Ten derde wil ik even stil blijven staan bij kernwapens die elders op Belgische bodem aanwezig zijn, namelijk in Kleine-Brogel. Men beweerde dat het om relatief ongevaarlijke tuigen gaat, maar voor zover wij dat officieus weten, want dit werd officieel nooit bevestigd in de documenten waarover ik beschik, zou het toch gaan over 72 bommen met elk een vernietigingscapaciteit van 200 kilo TNT. In vergelijking met Hiroshima, waar het ging over 15 kilo TNT, zijn dit toch niet zo'n ongevaarlijke tuigen! Het interesseert mij dus wel om ter gelegenheid van dit debat een officiële bevestiging te krijgen over deze kernwapens in Kleine-Brogel die gemakkelijk kunnen worden geplaatst in de F-16, een dossier dat ook actueel is.

Het zou schijnheilig zijn te spreken over het historisch belang van het INF-verdrag en niet eens duidelijke informatie te verstrekken over de kernwapens die zich in Kleine-Brogel bevinden en toch ook een reëel probleem vormen.

Wij besluiten dit betoog met de bevestiging dat wij dit akkoord onvoorwaardelijk steunen. Wij wensen echter wel een duidelijk antwoord op de vragen die wij in dit debat hebben gesteld. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tindemans.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de Senaat voor dit debat dat het beste is dat de jongste twee à drie jaar naar aanleiding van onze NAVO-bijdrage en van de problematiek van wapenbeheersing en ontwapening heeft plaatsgevonden.

Je tiens tout d'abord à remercier Mme Hanquet qui suit, je le sais, avec beaucoup d'attention les questions internationales. Je lui conseillerais cependant de se tenir sur ses gardes: les intellectuels qui se mêlent des problèmes de défense ne sont pas toujours très fiables.

Je ressens moi aussi une grande admiration pour certains auteurs français ou américains. Je ne dirai pas que j'appartiens moi-même à cette catégorie d'intellectuels car je suis engagé politiquement, ce qui est différent.

De nos jours, particulièrement dans certains pays, tout nouveau livre publié doit faire sensation. Pour qu'il devienne un succès, il doit donc soutenir des thèses qui attirent l'attention, voire qui provoquent.

Par le Traité de Washington, nous nous sommes engagés à construire un système de défense avec nos alliés américains. C'est ce système qui nous lie et qui constitue la base même de notre politique de sécurité. Quoique l'on dise, c'est toujours à l'intérieur de l'OTAN que les mesures sont prises, en toute solidarité. La réalité de notre engagement militaire, ce qui importe, c'est le Traité de Washington et l'OTAN. Ce ne sont pas les auteurs, quelles que soient leurs qualités, qui détiennent la vérité sur le point de savoir si la solidarité existe, si le système fonctionne bien.

Par conséquent, en tant qu'hommes politiques, nous sommes toujours responsables des actions de l'Alliance; le commentaire reste libre.

Pour être écouté, il est indispensable, selon moi, d'être crédible, fiable, sage, en quelque sorte, dans le bon sens du terme, c'est-à-dire, doté d'une certaine sagesse. Les pays appartenant aux *Footnote States* n'ont aucune influence. Donc, ce n'est pas en lançant des idées peut-être originales mais qui n'inspirent aucune confiance à l'intérieur du groupe que celui-ci vous écoutera, acceptera vos propositions, éventuellement en les amendant.

Mme Hanquet. — Vous admettez que les Américains souhaitent une renégociation des conditions du Traité de l'Atlantique Nord.

M. Tindemans, ministre des Relations extérieures. — Il est beaucoup question du fardeau que nous devons tous partager et de la répartition des frais. Il semblerait que certains hommes politiques américains oublient certains aspects de l'engagement belge, entre autres les frais supplémentaires payés par la Belgique pour les installations militaires et le quartier général qui se trouvent en Belgique.

De plus, j'attire l'attention sur le fait que le statut du soldat américain est différent de celui du soldat belge. En effet, en Belgique, le service militaire est obligatoire, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis. De ce fait, les soldats américains sont mieux payés. Leur fardeau est plus lourd que le nôtre. Mais cet argument ne suffit pas pour prétendre que les autres ne font pas leur devoir. Il convient d'examiner, en toute connaissance de cause, les différents éléments de la question pour pouvoir mieux juger.

Je sais qu'aux Etats-Unis, d'aucuns, comme MM. Kissinger et Brezinski, ou les sénateurs Sam Nunn et Stevens, proposent de retirer les troupes américaines du continent européen. Mais jusqu'à présent, les autorités ont rejeté ces propositions et déclaré qu'elles restaient fidèles à l'engagement pris à l'intérieur de l'OTAN et comptaient maintenir la présence des troupes américaines en Europe, et ce pour la crédibilité de l'Alliance.

Lors d'une visite en Europe, M. Kissinger a un jour tenu ces propos assez cyniques: « Je vous connais, vous, les Européens. Vous critiquez sans cesse les Américains, mais vous aimez que leurs soldats restent en Europe, ne fût-ce qu'un seul d'entre eux, en espérant qu'il se fasse tuer dès la première minute, en cas de conflit. » Selon Kissinger, les Européens voudraient, vous l'aurez compris, susciter une vive réaction des Américains et, par là, leur intervention immédiate. Mais je ne m'attendrai pas sur le sujet. Tout est fonction de la psychologie, de la mentalité des peuples. En tout cas, notre attitude est différente.

L'important à nos yeux réside dans le Traité de Washington et dans les engagements pris à l'intérieur de l'OTAN.

Vous avez parlé également de l'Union de l'Europe occidentale. La revitalisation dont il est question ces dernières années tire son origine de Bruxelles et de Paris. Les Français et les Belges, sans se concerter, ont pris la même initiative à peu près en même temps: elle ne partait pas des mêmes prémisses, mais aboutissait aux mêmes conclusions.

L'opération s'avéra d'abord difficile — le secrétaire général nommé à l'époque était l'un de nos éminents diplomates — mais, petit à petit, elle devait déboucher sur une approbation de la plate-forme relative à la défense européenne. Pour la première fois, les Européens se mettaient d'accord entre eux pour dire comment ils concevaient la défense de leur continent.

Cette plate-forme fut critiquée par la suite. D'aucuns s'entendent pour dicter une marche à suivre, puis pour critiquer, parce que le système de défense mis en place ne correspond pas tout à fait à leurs aspirations.

Dans le domaine militaire, il faut pourtant parler en connaissance de cause et pouvoir répondre à la question: quelles armes, quelles défenses sont nécessaires pour une politique de sécurité qui soit crédible?

La plate-forme approuvée revêt une grande signification non seulement au point de vue militaire, mais aussi et surtout au point de vue politique. La question se pose alors: faut-il ou non élargir l'UEO? Des candidatures sont annoncées.

Par ailleurs, l'Europe n'est pas uniquement la Communauté européenne ou l'Union de l'Europe occidentale. Il faut tenir compte de pays membres comme la Norvège, l'Islande ou la Turquie qui réagissent en disant: « Nous occupons des positions stratégiques très importantes et vous voulez construire la défense sans nous! » Et de fait, si l'on regarde sur une carte la position géographique de ces pays, on s'aperçoit que, sans eux, il n'y a

pas de défense possible et qu'il serait difficile aux Européens de résoudre le problème stratégique. C'est là un problème très sérieux qui dépasse de loin les slogans lancés en la matière.

Vous avez parlé de l'axe franco-allemand et vous m'avez posé une question délicate. Comme vous tous, je me réjouis d'une très grande collaboration entre la France et l'Allemagne. Je ne ferai pas de comparaisons historiques, mais M. Giscard d'Estaing s'entendait très bien avec M. Helmut Schmidt, et l'entente règne également entre Helmut Kohl et François Mitterrand.

Vous connaissez la thèse envisagée: un axe franco-allemand devrait constituer l'épine dorsale de la défense européenne.

C'est une très bonne idée, mais j'ai assisté à un colloque, où elle était défendue avec conviction et acharnement et auquel assistaient des représentants d'autres pays de l'OTAN, de pays plus petits, qui disaient: «C'est magnifique, mais n'oubliez-vous pas que vous n'êtes pas seuls? Il en est d'autres dont vous ne parlez pas. De quelle façon seraient-ils défendus? Quelle serait leur politique de sécurité? Si vous constituez l'épine dorsale, quel serait alors le rôle des autres pays qui, maintenant, sont des alliés?» Jusqu'à présent, ces questions sont restées sans réponse.

Des collègues des pays de l'Europe de l'Est sont venus me demander avec une certaine appréhension ce que signifie cet axe franco-allemand. Je vous donne ce détail parce qu'il est important et non pour critiquer cet axe.

J'en déduis qu'ils connaissent l'OTAN et qu'ils ont confiance parce que l'OTAN négocie avec le Pacte de Varsovie. Ils savent que, lorsqu'on est quinze ou seize, on ne peut pas se permettre de fantaisie et qu'il faut se mettre d'accord avant d'entreprendre quelque chose. Ils se posent la question de savoir si à deux, ce sera la même chose.

La constitution de cet axe crée en Europe de l'Est un sentiment que je n'avais plus rencontré depuis longtemps.

J'ai parlé du *burden sharing*, du fardeau que nous devons tous porter. La question n'est pas encore au niveau gouvernemental. Le gouvernement belge devra sans doute définir bientôt son attitude en la matière. Je m'engage à vous en parler à ce moment et à vous expliquer la position qui sera prise. Vous avez cité Jean Monet qui regrettrait de ne pas avoir commencé l'unification par la culture. Nous sommes un gouvernement sans compétence culturelle. Vous le savez, depuis la restructuration de l'Etat, le gouvernement national n'a plus de compétence en matière culturelle; il ne dispose donc plus de cet instrument diplomatique pour développer certaines activités.

Ik zou de heer Swaelen willen danken voor zijn betoog, maar stel vast dat hij op het ogenblik niet aanwezig is.

De Voorzitter. — Mijnheer de minister, de fractievoorzitters en sommige leden van de Senaat zijn opgehouden in de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden. Zij hebben gevraagd hen te willen verontschuldigen voor hun afwezigheid.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijn opmerking was niet als kritiek bedoeld, mijnheer de Voorzitter.

Grote beslissingen, over ontwapening en wapenbeheersing — dat wilde ik zowel de heer Swaelen als de heer Wyninckx en u allen zeggen — zijn niet het resultaat van persoonlijke initiatieven. Ik heb ooit geprobeerd een zeer persoonlijk voorstel met een ander land tot een goed einde te brengen. Zes maanden later vertelde men mij dat men het had voorgelegd in Moskou en dat het niet gunstig was onthaald. Daarna heeft men het in Washington voorgelegd en het werd evenmin gunstig onthaald. Mij werd dan gevraagd om niet langer aan te dringen. Toen heb ik begrepen dat er alleen maar maatregelen kunnen worden genomen in het kader van de onderhandelingen tussen het Pact van Warschau en de NAVO. In de toekomst echter kunnen er alleen maar maatregelen genomen worden als de Verenigde Staten, de Sovjetunie en ook Europa samen onderhandelen. Dat

is mijn diepe overtuiging op grond van een ervaring die ik heb opgedaan.

Ik verdedig nog steeds de Harmeldoctrine uitgewerkt in de NAVO. Het Harmel-rapport waarin die doctrine wordt verdedigd was een NAVO-document, wat men vaak vergeet. Ik hoop daar binnenkort iets over te publiceren en dan zult u zien dat België de Harmelpolitiek beoefende vóór Pierre Harmel — onder Van Zeeland al — tijdens en na Harmel. Het is een ware expressie van het Belgische temperament ten opzichte van de internationale politiek.

De heer Wyninckx wil ik nog zeggen dat elke toenadering tussen Oost en West niet zo eenvoudig is. In goede en in kwade dagen heeft België — sommigen verwijten het ons zelfs — altijd alles gedaan om de economische relaties met Oost-Europa zo goed mogelijk te doen evolueren. Vorige maandag heb ik daarover nog gesproken in het Groothertogdom Luxemburg. Het verbeteren van de economische relaties is op het ogenblik in de eerste plaats een deviezenprobleem. De landen van Oost-Europa hebben zich de jongste jaren ook meestal diep in de schulden gestoken. Ze hebben geen deviezen om meer te kopen in België en de produkten die zij kunnen leveren, worden in het algemeen niet zo gegeerd omdat ze minder gesofistikeerd zijn. Als bijvoorbeeld de prijzen van gas of petroleum dalen, dan wordt de Sovjetunie erg getroffen, want het zijn de twee voornaamste exportprodukten van dit land. Ook daarvoor hebben wij aandacht.

Samen met de heer Wyninckx meen ik dat het einde van deze eeuw tot een nieuw klimaat zal leiden in de internationale politiek en dat het ook niet zal zijn zoals het einde van vorige eeuw, toen men sprak over een *fin de siècle*-mentaliteit. In de literatuur had deze mentaliteit een slechte reputatie. Ik hoop dat het nu beter zal zijn.

Mijnheer De Belder, het Europese perspectief van de veiligheid is in de eerste plaats een probleem van de wil.

Willen de Europese landen een gemeenschappelijk veiligheidsbeleid? Tot op heden was dit niet het geval. Ik constateer dat niet alle landen die moeten worden betrokken bij een veiligheidsbeleid — en zonder welke geen veiligheidsbeleid zou bestaan — daarvan overtuigd zijn.

Wij onderhandelen in Wenen met 23 landen in het kader van de «35». De besprekingen dienden beëindigd te zijn op het einde van de maand, maar helaas, op het ogenblik is er nog altijd geen akkoord. Er was gepland dat wij in het najaar de tweede fase, die van de conventionele ontwapeningsonderhandelingen, zouden aanvatten. Nu zijn er grote moeilijkheden in de KVSE-opvolgingsconferentie. Het document dat werd voorbereid door de neutrale en de niet-gebonden landen als slotdocument en dat als basis zou kunnen dienen om op een positieve wijze de onderhandelingen te beëindigen, is nog niet goedgekeurd. Roemenië, bijvoorbeeld, legt nog grote moeilijkheden in de weg.

Mevrouw Aelvoet, ik heb zoals altijd met veel aandacht geluisterd naar uw uiteenzetting. Ik verdedig nu geen thesis; ik wil niet dat u mij verkeerd zou begrijpen, of dat u mij zou beschuldigen, maar zoals u, probeer ik mij over een aantal zaken te bezinnen. Wij zijn af en toe contemplatief. Wat altijd tot oorlog heeft geleid is, dat er ergens een gek was die meende dat hij een oorlog kon winnen. We zouden de idee dat men met wapens een oorlog kan winnen, moeten uitroeien. Wat hebben wij tot nu toe ervaren? Zolang er alleen maar conventionele wapens waren, is er altijd oorlog geweest in de wereld. Sinds — en helaas is dit waar — er kernwapens zijn, is er geen wereldoorlog meer geweest. Het is een vreselijke constatacie waarover wij moeten nadenken. Voor het ogenblik trek ik daaruit geen conclusies maar het is de werkelijkheid. Er zijn zeer ernstige personen — geen haviken — die menen dat mochten alle kernwapens verdwijnen, we opnieuw in de situatie zouden terechtkomen waarin een gek weer meent een oorlog te kunnen winnen.

Indien we alle kernwapens zouden vernietigen, dan nog kunnen we de kennis niet vernietigen. Het menselijk brein kent de

formules om ze te maken. De wetenschap is ver gevorderd en gaat nog alle dagen vooruit. Indien het dan tot grote spanningen zou komen, indien opnieuw de wedloop zou beginnen om de eerste te zijn in het fabriceren van « de bom », zoals op het einde van Wereldoorlog II, dan pas zouden we in de uiterst gevaarlijke situatie terechtkomen, waarin iemand kan denken nucleaire wapens te kunnen gebruiken.

Dat het Parlement geen inspraak heeft gehad voor het plaatsen van de INF-raketten, is eigenlijk niet juist. Wij hebben in uitvoerige debatten kunnen aantonen dat de Grondwet bepaalt dat dergelijke maatregelen bij de uitvoerende macht liggen die, wanneer het kan, het Parlement moet inlichten. Op het ogenblik dat de maatregel getroffen wordt, kan het Parlement de uitvoerende macht afkeuren. Dat is een mogelijkheid van de democratie.

Ik breng in herinnering dat het Parlement zich heeft uitgesproken toen het verdrag van Washington werd goedgekeurd waardoor ons land lid werd van de NAVO met als een van de gevolgen dat NAVO-wapens op ons grondgebied werden geplaatst.

Nog niet zo lang geleden heeft men uitvoerig gedebatteerd over de wet die in de jaren zestig onder Spaak tot stand is gekomen om in het kader van de NAVO-verplichtingen wapens te kunnen opslaan. Het debat in de Senaat heeft aanleiding gegeven tot tal van argumenten om kernwapens hiervan uit te sluiten. De tekst van de wet werd echter niet gewijzigd. Het Parlement heeft zich dus wel degelijk uitgesproken. Specialisten beweren dat die wet zelfs overbodig was. In ieder geval verbiedt ze het opslaan van wapens niet.

Voor de interpretatie van onze Grondwet hoeven wij niet naar Nederland te kijken want zowel de Nederlandse Grondwet als de bevoegdheid van het Parlement en de uitvoerende macht zijn verschillend. De interpretatie van onze Grondwet is dat de uitvoerende macht zo snel als zulks met het oog op de veiligheid van het land mogelijk is, het Parlement kan mededelen welke verbintenissen er werden aangegaan. Ik zal het probleem in de regering te berde brengen en vragen op welk moment eventueel onze correspondentie met de Verenigde Staten over ENF/INF zal worden medegedeeld.

Op het incident op Kleine-Brogel kan ik nu niet ingaan. Onze luchtmacht is geïntegreerd in de NAVO en voert opdrachten uit in dit kader. Ik verwijs naar het Verdrag van Washington dat het Parlement heeft goedgekeurd.

Om tactische redenen worden niet alle militaire zaken onmiddellijk publiek gemaakt. Toen er protest rees in verband met Amerikaanse onderzeeërs heb ik al gezegd dat men wel weet in welke wateren de schepen vertoeven en in welke havens zij binnenlopen, maar dat men nooit weet of zij kernwapens aan boord hebben. Het geheim van de bewapening maakt immers deel uit van de verdediging.

De heer De Belder verwijt ons dat de overeenkomst niet waterdicht is. Toen ik mijn standpunt verdedigde over de eliminatie van de INF op een ogenblik waarop nog niet iedereen daarmee akkoord ging, heb ik de woorden geciteerd van een Frans politicus, met name Edgard Faure, die in zijn mémoires schreef: « Il n'y a pas de politiques sans risques, mais il y a des politiques sans chances. » Als wij iets kunnen bereiken dat zo belangrijk is als de eliminatie van de INF, zijn risico's niet uitgesloten en in dat licht is de uitspraak van Edgard Faure wel erg toepasselijk.

De twaalf van de Gemeenschap en van de NAVO gaan akkoord over drie punten.

Ten eerste, wat nu in Moskou gebeurt, is meer dan louter propaganda. In de huidige context kunnen de Russen niet volgens de oude systemen voortgaan. Ze gaan achteruit zowel op economisch als op technologisch vlak en zijn genoopt in deze

sectoren meer te investeren, wat inhoudt dat ze minder geld spenderen aan defensie.

Ten tweede, een tweevoudige waakzaamheid is geboden; wij dienen de moed te hebben de waarheid onder ogen te zien en daarbij alle vooroordelen terzijde schuiven. Wij mogen echter niet het slachtoffer worden van naïviteit alsof na een redevoering of een interview in de *Pravda* of verspreid via het agentschap *Tass* alles al zou zijn gerealiseerd.

Ten derde, wij moeten altijd vragen hoe de plannen of beloften in daden worden vertaald. Aan de onderhandelingstafel in Genève en op de twee Weense fora moeten wij vragen wat er concreet gebeurt met Afghanistan, Angola, Cambodja en in Rusland zelf en hoe ver het staat met de ontwapeningsvoorstellen voor chemische en conventionele wapens. Buiten de ideeën die worden gelanceerd, moeten wij vernemen wat de concrete voorstellen zijn waarover wij kunnen onderhandelen. Over die drie punten zijn wij het alle twaalf eens. Het is een zeer goed standpunt.

Ik heb reeds verschillende keren, ook in de commissie, gezegd dat men in intellectuele kringen, die ook over verdediging en veiligheid discussiëren, tot op heden van oordeel is dat de taak van de politici erin bestaat de internationale crisis te beheren: *crisis management*.

Ik ben ervan overtuigd dat wij op de drempel staan van een nieuw tijdperk, wij zijn er nog niet in, en dat de taak van de politici erin zal bestaan de verandering te beheren. Zij moeten er mede voor zorgen dat de verandering meer veiligheid en meer toenadering brengt. Het is mijn diepe overtuiging dat dit de taak is die ons te wachten staat. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, het is duidelijk dat wij een andere Grondwet hebben dan de Nederlanders. Het Parlement heeft bij de plaatsing van de raketten beslist dat het een aangelegenheid is van de regering, en niet van het Parlement. Dit toont aan dat er een eigenaardigheid is in de interpretatie aangezien het Parlement vandaag wel een uitspraak doet in verband met de opheffing van de gevolgen.

Het lidmaatschap van België in de NAVO houdt de fundamentele beslissing in om deel uit te maken van een breed bondgenootschap. Uit verschillende artikelen van het NAVO-Handvest blijkt dat elk land nationaal soeverein blijft voor het bepalen van de afspraken die in NAVO-verband worden genomen, of men al dan niet mede-uitvoerder wordt. Er zijn voldoende bewijzen dat landen als gevolg van die nationale soevereiniteit bepaalde aspecten van het beleid dat bij meerderheid is vastgelegd, niet mede uitvoeren.

Ik heb met interesse de notulen van de vergaderingen van de Senaat uitgeplozen toen het raketten debat centraal stond in de politieke discussie.

Senator Rolin had toen een amendement ingediend dat ertoe strekte te bepalen dat het installeren van kernwapens op ons grondgebied wel een materie is waarover het Parlement zich diende uit te spreken. Hij heeft dat amendement ingetrokken toen de toenmalige minister van Buitenlandse Betrekkingen, Paul-Henri Spaak, de formele belofte deed dat het Parlement zeker zou worden geraadpleegd voor de kernwapens.

Ik blijf erbij dat men zich op die uitspraak had moeten baseren en dat het Parlement zich daarover wel moet uitspreken.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tindemans.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, minister Spaak heeft dat niet herhaald in de Kamer tijdens het debat over dezelfde aangelegenheid.

Wij kennen allen de regel van de rechtsleer: als de tekst van de wet duidelijk is, telt de commentaar niet meer.

De wettekst was klaar. Toch heeft de heer Rolin, die een uitstekend jurist was, zijn amendement ingetrokken.

De algemene indruk is dat minister Spaak de heer Rolin — het waren vaak tegenstanders in verband met de buitenlandse politiek — met een kluitje in het riet heeft gestuurd en dat de heer Rolin zich heeft laten vangen.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. De volgende internationale akten zullen volkomen uitwerking hebben:

1. Overeenkomst tussen de Verenigde Staten van Amerika en het koninkrijk België, de bondsrepubliek Duitsland, de republiek Italië, het koninkrijk der Nederlanden en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de inspecties die verband houden met het verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van socialistische sovjetrepublieken inzake de verwijdering van hun middellange- en kortere-afstandsraketten en bijlage, ondertekend te Brussel op 11 december 1987;

2. Overeenkomst tussen het koninkrijk België en de Unie van socialistische sovjetrepublieken betreffende de inspecties op het Belgisch grondgebied, bedoeld in het verdrag tussen de Unie van socialistische sovjetrepublieken en de Verenigde Staten van Amerika inzake de verwijdering van hun middellange- en kortere-afstandsraketten, gesloten door uitwisseling van nota's, gedagtekend Brussel, 19 februari 1988.

Article unique. Les actes internationaux suivants sortiront leur plein et entier effet:

1. Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et le royaume de Belgique, la république fédérale d'Allemagne, la République italienne, le royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et annexe, signés à Bruxelles le 11 décembre 1987;

2. Accord entre le royaume de Belgique et l'Union des républiques socialistes soviétiques relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le traité entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes, datées de Bruxelles, le 19 février 1988.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen vanmiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DE L'ACCORD ENTRE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU LIBERIA RELATIF A LA PROMOTION ET A LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS, SIGNE A MONROVIA LE 5 JUIN 1985.

Discussion et vote de l'article unique

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET AKKOORD TUSSEN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE EN DE REGERING VAN DE REPUBLIEK LIBERIA INZAKE DE WEDERZIJDS BEVORDERING EN BESCHERMING VAN INVESTERINGEN, ONDERTEKEND TE MONROVIA OP 5 JUNI 1985.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi portant approbation de l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le gouvernement de la république du Libéria.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het akkoord tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de regering van de republiek Liberia.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

De rapporteur, de heer Verschueren, verwijst naar zijn verslag, dat unaniem werd goedgekeurd.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. Het akkoord tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de regering van de republiek Liberia inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Monrovia op 5 juni 1985, zal volkomen uitwerking hebben.

Article unique. L'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le gouvernement de la république du Libéria relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements, signé à Monrovia le 5 juin 1985, sortira son plein et entier effet.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen vanmiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PATAER AAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN OVER « MOGELIJKE SANCTIES TEGEN ZUID-AFRIKA BIJ EVENTUELE EXECUTIE VAN DE ZOGENOEMDE «ZES VAN SHARPEVILLE».

QUESTION ORALE DE M. PATAER AU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES SUR « LA POSSIBILITE DE SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD EN CAS D'EXECUTION DES « SIX DE SHARPEVILLE ».

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Pataer aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen

over «mogelijke sancties tegen Zuid-Afrika bij eventuele executie van de zogenoemde «Zes van Sharpeville».

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, op 19 juli zouden normaliter de zogenoemde «Zes van Sharpeville» door het Zuidafrikaans gerecht worden geëxecuteerd, aangezien hun beroep na een internationaal omstreden proces werd verworpen. Wij hebben eergisteren vernomen dat deze terechtstelling voor onbepaalde tijd werd uitgesteld door de Zuidafrikaanse minister van Justitie, de minister van Wet en Orde. Daardoor krijgt onze vraag, gelukkig maar, een minder dringend karakter, maar ze heeft in elk geval haar nut niet verloren. Indien de aanvraag tot herziening van het proces wordt verworpen, kan de uitvoering van het doodvonnis immers enkel worden voorkomen door een gratiebesluit van de Zuidafrikaanse president. In die zin blijft mijn vraag geldig.

Op de Europese top van Hannover werd, naar verluidt, beraadslaagd over eventuele Europese druk op de Zuidafrikaanse regering om het doodvonnis niet te laten uitvoeren.

Welke maatregelen werden er door de Europese ministerraad overwogen of afgesproken? Nederland overweegt haar ambassadeur «voor consultatie» uit Zuid-Afrika terug te roepen, als de «zes» worden geëxecuteerd. Kan de Belgische regering de Nederlandse houding onderschrijven en navolgen?

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tindemans.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, de zes veroordeelden van Sharpeville hadden een vraag gericht tot het Hoge Hof van Transvaal om hun proces te heropenen. Na Transvaal konden zij dan naar het hoogste gerechtshof van het land te Bloemfontein gaan en in laatste instantie naar de President van de Zuidafrikaanse

republiek zelf. Minister Coetsee besliste op 12 juli jongstleden dat de executies *sine die* zullen worden uitgesteld.

België heeft vroeger stappen gedaan in deze zaak. Ik heb familieleden van de veroordeelden ontvangen. Ook de twaalf landen van de Europese Gemeenschap hebben stappen gedaan. Tijdens de Europese Raad op 27 en 28 juni jongstleden te Hannover werd een communiqué verspreid, waarin evenwel niet werd gezegd welke maatregelen zouden worden getroffen door de EG of door de afzonderlijke lid-staten, indien de zes toch zouden worden geëxecuteerd. Indien wij dit wel hadden gedaan, dan hadden wij elke kans op genadeverlening onmogelijk gemaakt. Wanneer men dreigt met sancties, is het de natuurlijke reactie niet toe te geven aan die dreiging. In de tekst van het communiqué wordt gezegd dat na een eventuele executie de relaties tussen de EG en Zuid-Afrika nog zullen verslechteren. Dit is diplomatiek gezien sterke taal.

Over de formulering van het communiqué is er een discussie geweest te Hannover, waarvan ik de heer Pataer echter de inhoud niet kan en niet mag mededelen. Dit communiqué was een standpunt van de twaalf EG-landen en pas na een executie zou er worden beraadslaagd over de te nemen maatregelen. Alle andere commentaar daarover behoort tot het rijk van de publicisten. Over eventuele maatregelen werd nog geen beslissing genomen, juist om met de grootste doelmatigheid te kunnen bereiken dat het proces zou worden heropend. Nu er beslist is dat de terechtstelling niet zal plaatsvinden, zullen wij deze zaak natuurlijk verder met grote aandacht blijven volgen.

De Voorzitter. — Wij zetten onze werkzaamheden vanmiddag te 15 uur voort.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 13 h 5 m.)

(La séance est levée à 13 h 5 m.)

992